

LISTE DES ABREVIATIONS

ANGAP : Association Nationale pour la gestion des Aires protégées

AP : Aire Protégée

AGR : Activité Génératrice de Revenu

CSB : Centre de Santé de Base

CFL : Comité Forestier Locale

COAP : Code de Gestion des Aires Protégées

DREEMF : Direction Régionale de l'Ecologie, de l'Environnement, de la Mer et des Forêts

GELOSE : GEstion LOcale SEcurisée

NAP : Nouvelle Aires Protégée

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONE : Office national de l'environnement

PSSE : Plan de Sauvegarde Sociale et Environnemental

PAG : Plan d'Aménagement et de Gestion

RN : Réserve Naturelle

RNI : Réserve Naturelle Intégrale

RS : Réserve spéciale

PAE : Plan d'Action Environnemental

PNAE : Plan National d'action Environnemental

PN : Parc National

PCDI : Projet de Conservation et Développement Intégré

SAPM : Système Aire Protéger de Madagascar

SNC : stratégie nationale de conservation

UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature

ZUD : Zone d'utilisation durable

Liste des Tableaux :

Tableau 1: les plantes supérieurs du NAP lac Alaotra	11
Tableau 2: les espèces phytoplanctoniques du Lac Alaotra	12
Tableau 3: les espèces Zooplanctoniques du Lac Alaotra	12
Tableau 4: répartition de la population de la commune d'Ambohitsilaozana par fokontany	13
Tableau 5: Les rites traditionnels	14
Tableau 6: Renseignement sur la scolarisation du Fokontany dans la commune d'Ambohitsilaozana	15
Tableau 7: Calendrier culturelle dans le site de la NAP	16
Tableau 8: Résumé de l'histoire de l'AP à Madagascar	22
Tableau 9: Catégorie de gestion des AP	27
Tableau 10: dépendance par rapport à l'AP	38
Tableau 11: Vision locale sur l'impacte de l'AP sur le plan socio-économique	40
Tableau 12: perception de la population cible sur les nouvelles techniques	42
Tableau 13: corrélation entre respect de tradition et maladie	47
Tableau 14: Relation entre Tangalaména et autorité administrative	50
Tableau 15: Les unités de gestion avec leurs caractéristiques	64

Liste des Figures :

Figure 1: Localisation de la zone d'étude	5
Figure 2: Carte principaux cours d'eau du NAP Lac Alaotra	9
Figure 3: Perception de la population cible sur les nouvelles techniques	43
Figure 4: Structure de gestion de la NAP	62
Figure 5: Carte de Zonage de la NAP	65

Liste des PHOTOS :

photo 1: Hapalemur griseus alaotrensis (Bandro)	3
photo 2: atelier PAG à Ambohitsilaozana, Février 2015	35

GLOSSAIRE

Faritra fady: Généralement c'est un endroit qui est interdit d'accès où il y a des sites sacrés /choses sacrés comme les tombeaux, les arbres etc. Mais pour notre recherche, nous parlerons des faritra fady dans le contexte des aires protégées appelées Noyau Dur (ND). Dans le cadre de la conservation, les faritra fady sont un ensemble d'espace (marin, lacustre, terrestre) consacré essentiellement à la conservation et à des recherches. C'est dans cette optique qu'ils ont été nommés comme tel afin de maintenir la notion de sacré en vue du respect effectif des restrictions et des règles qui les régies.

Dina : Ensemble de règles qui régit la vie sociale d'une communauté ou le non-respect à ce dernier va engendrer une sanction à ce dernier et permet une régulation sociale

Doro zetra : Traduit en français par les feux de zetra. Il s'agit donc de l'action humaine qui consiste à brûler les zetra pour ensuite aménager l'espace en rizière ou en pâturage.

Fady : Tabou ou interdit alimentaire, vestimentaire, verbale,... Les fady sont sacrés pour les malgaches dont le non-respect constitue une source de malédiction, du fait qu'ils sont les principales règles et consignent édictés par les ancêtres. Notons que les fady sont spécifiques pour chaque région, ethnies,...Néanmoins certains fady sont commun pour certaines régions et ethnie, à l'exemple du fady de travailler la terre les mardis, jeudi et dimanches.

Sihanaka : groupe ethnique du lac Alaotra qui comprend les « Bakozetra » (Sihanaka et souche), et les « Tetivohitra » (Merina installés depuis une centaine d'année).

Tangalamena : Notable du village/ fokontany/ Commune. Généralement, ils sont natifs du village et sont élu en tant que Tangalamena par les personnes plus âgées au sein du village. Les Tangalamena sont donc les chefs de village qualifié de sage et défenseur des traditions. En ce sens, ils président toute cérémonie cultuelle et culturelle, ils se chargent également de la bénédiction des générations,...

Zetra : ensemble de végétal regroupant les *zozoro*, *vendrana*, *bararata* qui se trouve aux alentours des plans d'eau.

Zone de frais : Zone de ponte des poissons, ainsi qu'un habitat pour les larves et les petits poissons et où les conditions d'existence sont favorables à leur développement. Ils constituent le noyau dur pour le lac Alaotra

ZUD : c'est une Zone qui a pour fonction d'être exploité par la population cible mais règlementé par des normes et règles.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PARTIE I : REALITE LOCALE ET CADRAGE THEORIQUE

CHAPITRE I : Présentation d' Ambohitsilaozana

CHAPITRE II : Conception locale à travers l'approche Culturaliste et la sociologie dynamique

PARTIE II : La conception local sur la mise en place des Aires protégé

CHAPITRE III: Lac comme principales source de revenu des communautés locales

CHAPITRE IV: Dissension entre les individus conservateurs et innovateurs

PARTIE III : Discussion SUR LES AIRES PROTEGEES

CHAPITRE V : Aires protégées et développement local

CHAPITRE VI : Recommandation sur les méthodes d'approches des Aires protégées

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

**PERCEPTION DE LA POPULATION CIBLE SUR LES IMPACTS
DES AIRES PROTGEES : Cas de la Commune Rurale
d'Ambohitsilaozana**

District d'Ambatondrazaka

INTRODUCTION

Depuis le 19^{ème} siècle, avec la révolution industrielle, l'homme ne cesse de surexploiter la nature mais aussi de le polluer d'où, le changement climatique, le séisme et le tarissement des faunes et flore,... En effet, l'action humaine s'est beaucoup ressentie dans la dégradation de la biodiversité traduit par une réduction du taux d'endémicité de certaines espèces. C'est dans cette optique que la création des aires protégées ont été jugé nécessaire pour permettre à la génération future d'en hériter. Sur ce point, nous pouvons dire que la situation précaire de la biodiversité n'est autre que la résultante d'une mauvaise gestion limitée à des fins présentes sans souci du futur. Notre champs d'investigation consiste donc à identifier quelles pourraient être les conséquences de la mise en place d'une aire protégée sur la population locale étant donné que tous les aspects socio-économiques et culturels de leur vie en dépendent.

Choix du sujet : Le choix du sujet a été motivé par notre souhait d'identifier la perception locale sur la restriction sur l'accès dans certaines zones et une réglementation dans d'autres ; étant donné que cette situation les contraints indirectement à s'adapter à de nouveaux modes de vie.

Choix du terrain :

Le choix du terrain s'est porté sur le District d'Ambatondrazaka étant donné que la NAP Lac Alaotra a récemment reçu un statut définitif. De ce fait, la population locale est en train de vivre les premiers changements apportés par cette création d'Aire protégée

Question de départ : Quelles sont les impacts de la mise en place de l'aire protégée sur la vie socioculturelle et économique de la population autochtone ?

Les étapes de la recherche :

- Notre recherche a pour objectif d'avoir au moins une notion de la réalité sur terrain à Ambohitsilaozana pour connaître les véritables besoins de la population en rapport avec les aires protégées tout en essayant de proposer quelques solutions afin d'améliorer la vie de la population locale.

- Pour se faire, notre recherche partira donc dans un premier temps par une documentation et la préparation de la collecte de données sur terrain. La seconde phase consistera à la collecte d terrain sur terrain donc à des séries d'enquêtes et d'entretien auprès des notables et personnes ressources locales. Quant à la troisième phase, elle porte sur la rédaction et entre autres, le traitement et la compilation des données collectées sur terrain, des analyses théoriques des réalités observées ainsi que les suggestions.

Plan:

Notre étude se divisera en trois parties dont la première traitera de la réalité locale et des théories empruntées. La seconde partie sera axée sur la perception de la population locale sur la mise en place d'une Aire protégée. Pour terminer, une discussion sur les Aires protégées et quelques suggestions à l'appui seront proposées dans la troisième partie.

PARTIE I : REALITE LOCALE ET CADRAGE THEORIQUE



Ph DWCT : Le Bandro, l'espèce fanion du site

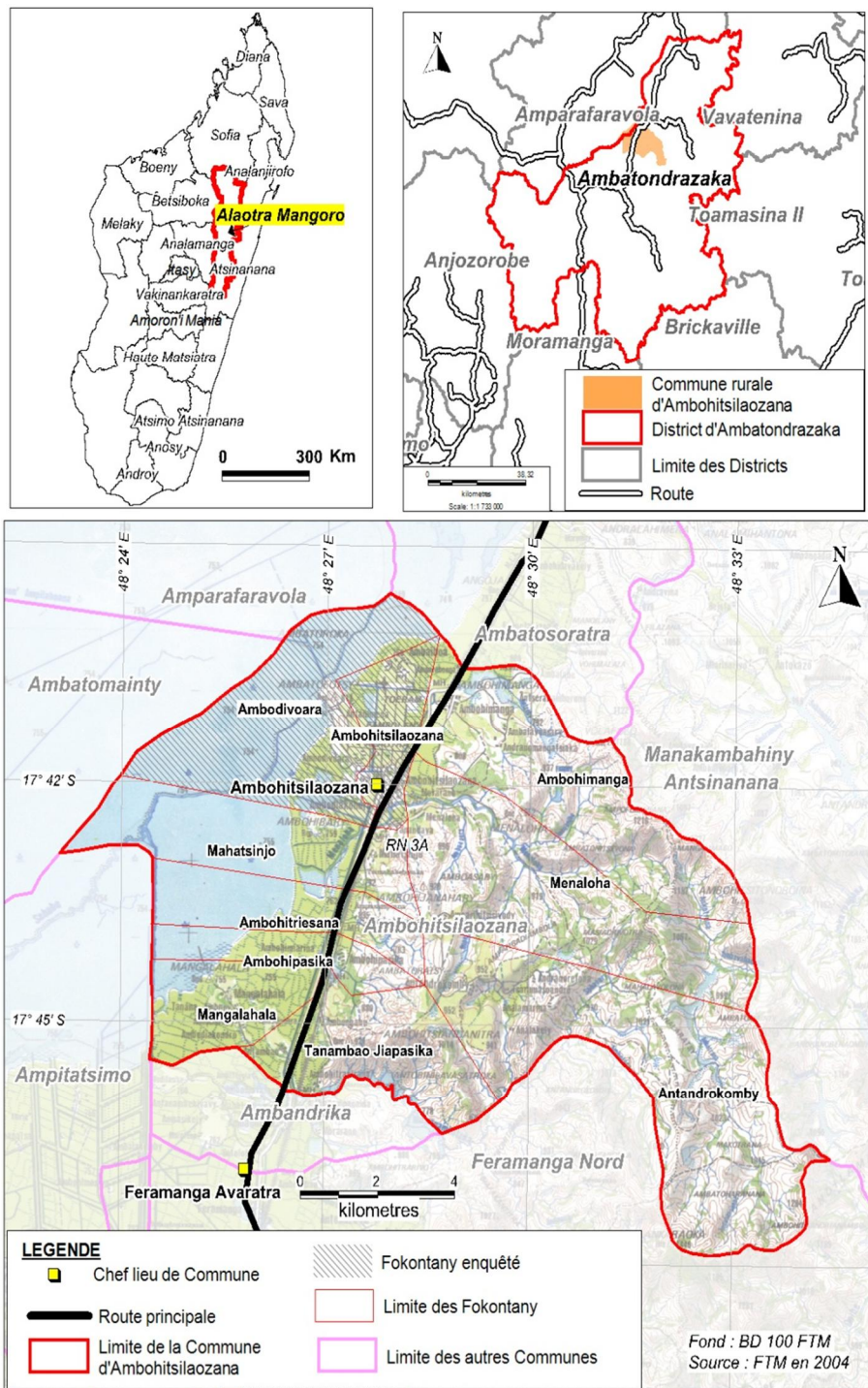
D'après les chercheurs, l'histoire de l'homme est inséparable de celle de son environnement et M.J HERSKOVITS le prouve en disant : « *la vie de l'homme se poursuit dans un cadre double : l'habitat naturel et le milieu social* »¹. Les avis des chercheurs sur ce point sont partagés : Si pour les uns, c'est l'environnement qui façonne la culture et la vie des hommes. Pour d'autres, c'est plutôt l'homme qui s'approprie de l'environnement et le transforme à ses besoins. Pour notre part, nous prendrons référence sur la première car elle est plus applicable à la réalité malgache ; En effet, traditionnellement les fady et les principes locaux mettent en exergue la valeur de la nature. Aussi, pourrions nous en déduire que cette valorisation des ressources naturelle a été déterminante en termes de patrimoine naturel dont on a hérité.

Madagascar est un pays qui est doté d'une Méga biodiversité avec un taux d'endémicité très élevé, notamment « 80% pour la faune et 85% pour la Flore »². Il occupe la première place au monde en populations de primates. Il devance les autres pays en espèces de primate. Il compte 105 primates endémiques contre 81 pour le Brésil et 52 pour l'Indonésie. Malheureusement, cette méga biodiversité ne cesse de se décroître à une grande vitesse. Conscient de la menace qui pèse sur la biodiversité, le gouvernement Malgaches s'est engagé à tripler la superficie de ses aires protégées lors du congrès mondial sur les parcs à Durban en 2003, et à tripler également la superficie de ses aires marines protégées lors du congrès mondial sur les parcs à Sydney en 2014. Ces engagements expriment la volonté du pays à préserver sa méga biodiversité et particulièrement ses espèces endémiques. La nouvelle aire protégée Lac Alaotra, l'objet de notre étude fait partie des diverses NAP qui ont obtenu leur Décret définitif de création au mois de mai 2015, date butoir des objectifs de Durban. Cependant, comme pour toute Aire protégée, la mise en place de la NAP Lac Alaotra a conduit à une nouvelle occupation du sol et à une restriction d'accès sur les ressources naturelles. D'où l'impact considérable de cette nouvelle gestion dans la vie socio-économique mais aussi culturelle des communautés riveraines de la NAP.

¹ Melville J. Herskovits (1950) Les bases de l'anthropologie culturelle version World p.9

² « Madagascar : les enjeux environnementaux » Chantal Blanc-Pamard et Hervé Rakoto Ramiarantsoa p.1 version pdf

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude



Source : FTM (Foiben-Taontsarina i Madagasikara) en 2004, avec arrangement de RANDRIANARISOA Rojohanitra

CHAPITRE I : Présentation d'Ambohitsilaozana

Le lac Alaotra s'étend sur un total de 42.478ha dont 19,736ha de Lac et 22.742ha de marais dans : 22.000ha en période de crue contre 20.000ha en étiage, se trouve dans le Faritany de Toamasina. Il est à 270Km au Nord-Est d'Antananarivo et à 27km au nord de la ville d'Ambatondrazaka. Comme coordonnées géographiques, il se situe entre 17°18' à 17°50' de latitude Sud et 48°14' à 48°38 de longitude Est.

Les 16 communes réparties dans les District d'Ambatondrazaka et d'Amparafaravola constituant la NAP Lac Alaotra sont : Ambatosoratra, Sahamamy, Anororo, Ambatomainty, Ambohitsilaozana, Vohitsara, Amboavory, Ambodimanga, Vohimena, Andilana Avaratra, Tanambe, Amparihitsokatra, Imerimandroso, Andromba, Andrebakely atsinanana³. Cependant, il convient de noter qu'en tout ces deux Districts sont composés de 40 Commune, mais seul les 16 Communes sont concernées par la mise en place de la NAP. Par ailleurs, la région Alaotra Mangoro doit son nom à la Fusion des deux anciennes régions Alaotra et Mangoro (découpage fixé en 1995 selon la loi N°94-001 du 26 avril 1995). Elle est créée suite au nouveau découpage territorial suivant la loi n°2004-001 du 17 Juin 2004⁴. Sur le plan historique, Alaotra vient du nom du Grand Lac Alaotra situé au milieu des sous-préfectures d'Ambatondrazaka et d'Amparavola (le plus grand lac de Madagascar). Tandis que Mangoro est le nom de la rivière principale Traversant Moramanga et Anosibe an'Ala du Nord au Sud.

« Ambohitsilaozana » vient du mot : « Ambohitra tsy ilaozana » qui signifie village qu'on ne quitte pas ». En effet, ce village est né vers 1950 à partir de la création d'une station agricole devant participer à l'encadrement technique des paysans de la région d'Alaotra. Les premiers habitants étaient des employés de la station avec leur famille. D'où le premier nom que l'on a attribué à ce dernier en 1960 est « station ». Dans le besoins de son statut de chef –lieu de commune acquis à l'indépendance, ce nom Ambohitsilaozana a été choisit par la population qui ont travaillé à la station agricole et qui se sentaient comme chez eux puisqu'ils étaient habitué et ne veulent plus repartir quand leur contrat était terminé. Celle

³ Durell Wildlife Conservation Trust Madagascar « Délimitation des Zones de Frai dans le lac Alaotra » Janvier 2005 p.1

⁴ Biodev « ELABORATION DU PLAN DE GESTION DU SITE RAMSAR D'ALAOTRA » p.1

ci ont appelé leurs famille et ont pris leurs racines ou étaient constitué surtout par deux ethnies étrangers, les Mérina et les Antandroy.⁵

I- LE MILIEU PHYSIQUE

1.1- Le climat

Le climat de la Région Alaotra Mangoro est caractérisée par un climat tropical chaud et humide, avec l'influence de l'alizé toute l'année. La température moyenne pour toute la Région varie de 18 à 20 °C. La Région connaît deux saisons bien distinctes : une saison fraîche et sèche durant la période d'avril à septembre avec toutefois quelques pluies fines. La seconde saison qui est chaude et pluvieuse court d'octobre à mars. La pluviométrie annuelle est de 1 092 mm à 1 200 mm à raison de 100 jours de pluie par an. Sur ce point, il convient de signaler que suite à l'exploitation dévastatrice de l'environnement locale, le changement climatique se fait beaucoup sentir surtout au niveau de la pluviométrie. En effet, une inondation a été observée dans la quasi-totalité des fokontany se trouvant au bord du lac.

1.2- La géologie

La zone Nord où se trouve la cuvette de l'Alaotra est constituée par cinq formations lithologiques : alluvions récentes et anciennes ; migmatites ; gneiss ; migmatites granitoïdes ; et granites migmatitiques.

Quant à la zone Mangoro, faisant partie du socle précambrien malgache, elle est surtout constituée de roches gneissiques plus ou moins métamorphosées.

1.3- La pédologie

D'après les études pédologiques effectuées, les sols des bassins versants de l'Alaotra sont de type ferralitique. Ils sont caractérisés par la présence en surface d'une couche latéritique d'épaisseurs variables (10 à 50 cm selon les endroits) reposant sur une roche mère en décomposition et sans aucune cohésion. Ces sols sont particulièrement sensibles et favorables

⁵ Mémoire de maîtrise de RANDRIANARISOA Rojohanitra sur « la mise en place des structures de conservations de l'Ecosystème du Lac Alaotra dans la commune rurale d'Ambohitsilaozana région d'Alaotra mangoro

à l'érosion en lavaka dès que la couche protectrice de l'horizon d'altération est décapée par quelque moyen que ce soit.

Quant aux plaines fluvio-lacustres, elles sont caractérisées par des sols hydromorphes moyennement organiques. Ce sont des sols à texture très argileuse fine, aptes à la riziculture, des sols hydromorphes tourbeux ayant une aptitude bonne à moyenne pour la riziculture inondée, moyenne pour l'agriculture de contre-saison sans irrigation.

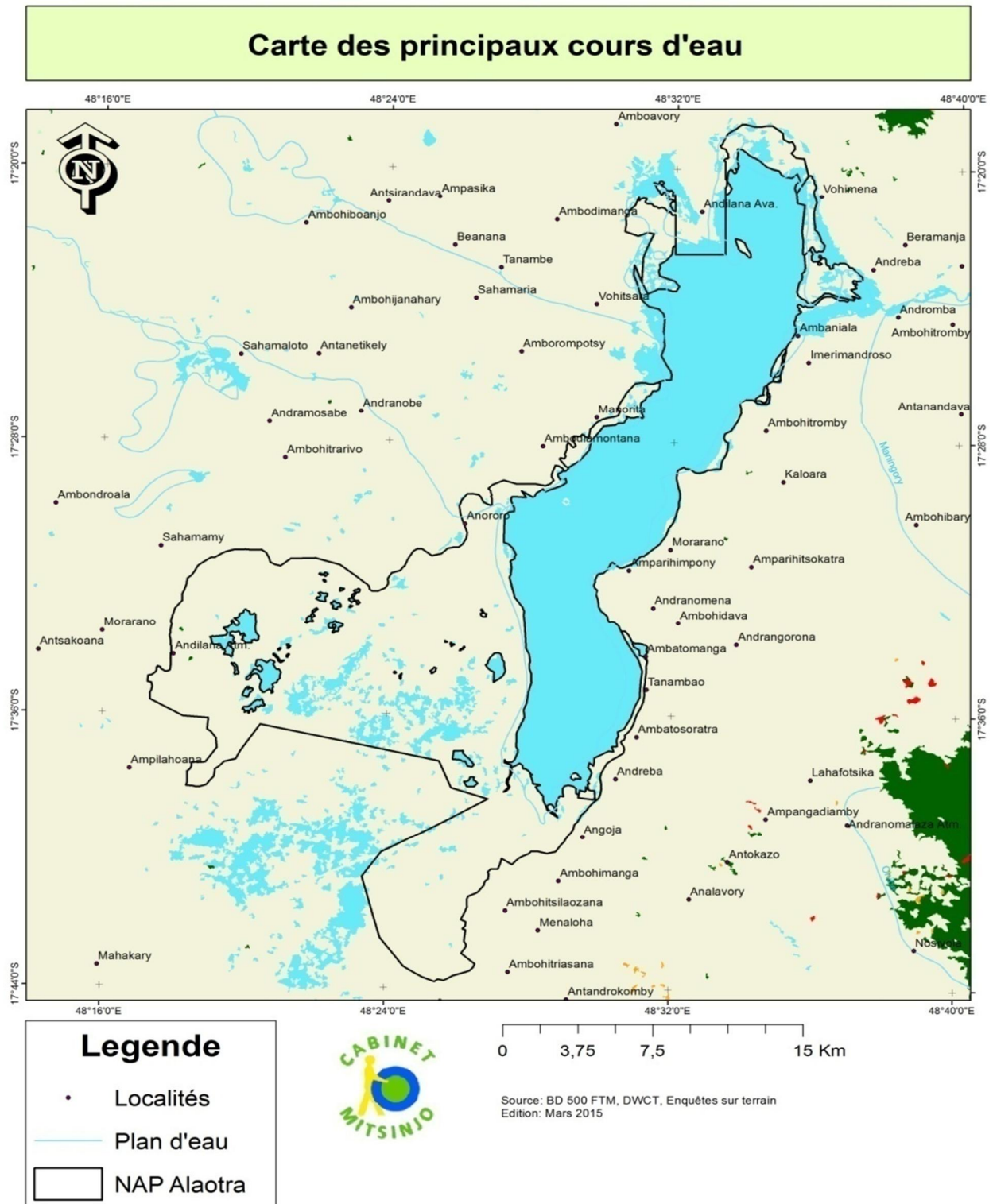
Dans la partie, un peu au Sud, les pseudo-steppes forment un couvert végétal relativement dense sur des sols souvent cuirassés ou concrétionnés.

1.4- L'hydrographie

La Région compte beaucoup de cours d'eau mais particulièrement pour les deux Districts concernés par la NAP, les plus importants sont :

- Dans le District d'Ambatondrazaka : la *Sahabe* : un des principaux tributaires du Lac Alaotra, elle se prolonge dans le lac par un chenal de 3 km, constituant une voie d'eau pour les pirogues des pêcheurs ; la *Lohafasika Sahasomanga* , une rivière trouve son importance dans l'irrigation de quelques 4.000 ha de rizières ; la *Maningory*, le seul exutoire du Lac qui se jette dans l'Océan indien ; la *Lovoka* qui se déverse vers la Maningory plus en amont de l'exutoire
- Dans le District d'Amparafaravola : la *Sahamaloto*, *l'Anony* et *l'Imamba Ivakaka* qui irriguent respectivement plus de 6000 ha, 4 476 ha et de 2 671 ha de périmètres rizicoles. En outre, ces affluents déversent leurs eaux dans le lac Alaotra.

Figure 2 : carte des principaux cours d'eau du Nap Alaotra



Source : Cabinet Mitsinjo Mars 2015

I.5- La flore et la faune :

Ces composantes constituent la valeur principale de toute aire protégée et donc sa raison d'être. En ce sens, nous pouvons dire qu'elles font d'un écosystème un site à valeur écologique en fonction de son taux d'endémicité.

➤ **La faune locale :**

A ce propos, la NAP Alaotra abrite un primate spécifique dénommé *Bandro*, scientifiquement nommé *Hapalemur griseus alaotrensis*. Ce dernier est l'élément phare de la zone suite au fait qu'on ne peut le trouver nulle part dans le monde même à Madagascar. A part le *Bandro*, la NAP compte également un autre primate, le *Microcebus rufus*.

D'autre part, à part ces deux primates on peut citer deux carnivores dont le *Virricula indica* et *Salanoia concolor* ; deux rongeurs à savoir le *Brachyuromis betsileonsis* et *Rattus rattus* ; ainsi que deux insectivores *Suncus marinus* et *Microgalus Cowani*.

La NAP renferme également d'autres espèces endémiques auxquelles elle doit aussi son titre d'aire protégée à l'instar des poissons *zanatany* comme le *fony gasy* ou *Marakely* ou *Paratilapia* qui n'est plus visible que dans la partie sud du Lac. Néanmoins, d'autres espèces de poisson sont présent dans le lac, entre autre : *Rheocles alaotrensis* (Katrana), *Ratsirakia legendrei*, *Rheocles sikorae* (Zono, Pirina), *Aurecleus alaotrensis* (Menazipo), *Gobius aenofuseus* (Toho ou Sondry). D'autres espèces sont également introduites dans les Zones humides telle *Tilapia Zillii*, *Oreochromis dmachochir*, *Oreochromis niloticus*, *Oreochromis mossambicus*, *Ophiocephalus Striatus* (Fibata), *Gambusia holbrooki*, *Cyprinus carpio* et *Carassius auratus*. Notons que les *Tilapia* représentent 84.02% de la population des poissons et son très remarquées aussi bien par leur densité que par leur poids moyen.

La Zone humide d'Alaotra renferme 72 espèces d'oiseaux en permanence ou en visite temporaire. Plus précisément, environ 50 espèces sont présentes en permanence dont deux sont en extinction. Il s'agit de *Tachybatus rufolavatus* (Vivin'Alaotra) et *Aythya innotata* (Onjy) (UICN 2007).

De ce fait, nous pouvons remarquer que la faune locale est assez riche en matière de biodiversité et présente en tout huit espèces de petite mammifères, neuf espèces de poisson et 72 espèces d'oiseaux.

➤ **La flore locale :**

On distingue trois grands groupes de formations végétales au niveau de la cuvette d'Alaotra dans la zone Nord, à savoir :

-La prairie, qui constitue la plus grande partie des bassins versants d'Alaotra. Elle est subdivisée en 2 sous-groupes bien distincts et qui sont la prairie à graminées (bozaka) et la prairie à buissons et fougères sur sols siliceux.

-le Zetra, une formation sur des sols alluviaux marécageux et qui est constituée essentiellement de « Zozoro » ou *Typhonodurum Liudle Yanum*. Elle se trouve aux alentours des plans d'eau comme le Lac Alaotra. A titre de précision, le *Zetra* est un ensemble de végétal regroupant les *zozoro*, *vendrana*, *bararata*,... En effet, ils figurent parmi les cibles de la surexploitation de la population locale qui constitue la principale menace pour les *bandro*. Autrement dit, les *Bandro* puisent essentiellement leur nourriture (jeune pousse de bambou) dans les *zetra*.

-La forêt ombrophile à sous bois herbacé, cette formation est présente notamment dans la partie Sud-est du bassin. Sur les hauts plateaux, à cause des feux incessants, cette formation s'est transformée en *Bozaka* notamment les espèces du genre *Pasiadia sp*. En outre, la région d'Alaotra est constituée par d'autre formation telle la forêt sempervirente du domaine de l'Est. Elle se trouve dans une partie du littoral Ouest du corridor de Zahamena dans les C.R. Antanandava, d'Amparihitsokatra, de Didy, de Manakambahiny-est, et d'Ambatosoratra.

Tableau 1 : Les plantes supérieures de la NAP Lac Alaotra

FAMILLES	ESPECES
<i>CYPERACEES</i>	- <i>Cyperus madagascariensis</i> (zozoro) - <i>Cyperus latifolus</i> (herana)
<i>GRAMINEES</i>	- <i>phragmites communis</i> (bararata) - <i>polygonum sp</i> (Tamboloana) - <i>Zeersia hexandra</i> (Karangy) - <i>Echinochloa crusgalli</i> (vilona) - <i>Najas australis</i>
<i>CONVOLVULACEES</i>	<i>Ipomea sp</i>
<i>NYMPHEACEES</i>	<i>Nymphaea stellata</i>
	<i>Typhonodorum lindleyanum</i> (via)
<i>SALVINIACEES</i>	- <i>Salvina sp</i> (Ramilamina) - <i>Azola sp</i> (Fanotopelika)
<i>PONTEDIARIACEES</i>	<i>Eichora crassipes</i>

Source évaluation des sites éco touristiques, BIODÉV /Conservation International, 2005

Tableau 2 : Les espèces phytoplanctoniques

ORDRE	FAMILLES	ESPECES
<u>CHROMOPHYTES</u>	<i>DIATOMES</i>	- <i>Asterionnella formosa</i> ; <i>Fragilaria capucina</i> ; <i>diatoma vulgare</i> ; <i>Cymatopleura sp</i> ; <i>Melosira gramulata</i>
	<i>DINOPHYCEES</i>	<i>Ceratium sp</i> ; <i>peridinium sp</i>
	<i>EUGLENOPHYCEES</i>	<i>Phacus sp</i> ; <i>Euglena sp</i>
<i>CHLOROPHYTES</i>	<i>EUCHLOROPHYCEES</i>	- <i>Volvox euren</i> ; <i>Clamidomonas sp</i> ; <i>Pedriatum boryanum</i> ; <i>Ankistrodemus falcatus</i> ; <i>Closterieum</i>
<i>CYANOPHYTES</i>	<i>CYANOPHYCEES</i>	- <i>Anabeana sp</i> ; <i>Oscillatoria rubescens</i> ; <i>Microcystis aeroginosa</i>

Source évaluation des sites éco touristiques, BIODEV /Conservation International, 2005

Tableau 3 : Les espèces Zooplanctoniques du Lac Alaotra

CRUSTACES ENTOMOSTRACES	ESPECES
<i>CLADOCERES</i>	- <i>Daphnia sp</i> ; <i>bosmina sp</i> ; <i>Alona sp</i> ; <i>cerodaphnia sp</i> ; <i>Macrothrix sp</i>
<i>OSTRACODES</i>	<i>Nauplius de calanidae</i> ; <i>Nauplius de Cyclopoidae</i>
<i>COPEPODES</i>	<i>calanoïdes</i> ; <i>Harpacticides</i>

Source évaluation des sites éco touristiques, BIODEV /Conservation International, 2005

II-L'ASPECT HUMAIN :

II.1 Démographique de la Commune rurale d'Ambohitsilaozana

➤ **Historique :**

Les natifs de cette région est une population venant de la région d'Alaotra mongoro appelle : *Sihanaka*. Cette population en effet, des le XVI siècles cette population vivaient : de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage. Au XIXème siècle, cette région fut conquis par RadamaI qui était le roi du royaume mérina et ou il avait pacifié cette région. Et ou il y avait l'immigration de la population Merina vers cette zone. Suite aux évènements, avec la colonisation l'administration française c'est implanté dans la région d'où une augmentation de main d'œuvres qui encourageaient les migrants venant d'autre ville surtout du sud ouest et de l'Est. Ou ses ouvriers ont été engagés dans les plantations coloniales ou les chantiers de travaux publics.

Tableau 4 : Répartition de la population de la Commune d'Ambohitsilaozana par fokontany

Communes	Fokontany concernés	Effectif population	Nombre de ménages
Ambohitsilaozana	Ambodivoara	1984	357
	Ambohitsilaoza	3900	405
	Ambohimanga	3750	920
Sous total		9634	1682

Sources: Données statistiques des divers Fokontany concernés, 2014

➤ **Migration :**

Dans le site, nous avons pu constater un fort mouvement migratoire très élevé venant d'autre région de l'île. Mais aussi une faible migration intercommunale sur d'autre localité a l'intérieur du site qui est faite par les natifs. Et encore, on a pu remarquer la présence de diplômés universitaires dans certaines localités. Et/ou, le taux d'émigrations faites par les natifs (sihanaka) est en moyenne de 15% vers d'autre région contre 30% sur le taux d'immigration d'habitants venant des autres régions d'après les dires des autorités du fokontany. Les causes des migrations en générale est due aux besoins de capitaux humains d'ordre physique dans le labourage, préparation du terrain donc une main d'œuvre pour préparer les rizières venant des Merina et Betsileo, Après il y a aussi les commerçants et collecteurs venant de toutes parties de Madagascar pendant la moisson et aussi une grande migration pendant la récolte du riz de mai à août.

Pour ce qui est de la composition ethnique, elle est marquée par une dualité regroupant d'une part les originaires ou Sihanaka estimés à 70% et d'autre part les migrants composés par une multitude ethnique, entre autres : les Merina, Betsileo, Betsiboka, Antemoro, Antanosy.

➤ **L'organisation sociale et la culture locale:**

Sur le plan organisationnel, on peut remarquer une cohabitation de la tradition et la modernité à travers les Tangalamena et la structure administrative des fokontany, des Communes.

Constituant l'autorité traditionnelle, les Tangalamena (aînés ou notables villageois) tiennent une place importante dans l'organisation sociale. Ils sont consultés dans toutes les actions communautaires à entreprendre ainsi que dans l'occupation des terrains à des fins de construction ou agricole. Ils s'attribuent à la résolution des litiges et leurs décisions sont pour la plupart des cas respectées par l'ensemble des communautés concernées. Les Tangalamena en tant que traditionnellement régulateur social, prend part dans la résolution des conflits en les traitant avant de les déférer au niveau des instances administratives (Commune et Fokontany).

Par ailleurs, les Tangalamena participent aussi à la délimitation des terrains appartenant à des particuliers. Au niveau des communautés, la délimitation des terrains effectuée en sa présence est inaliénable.

Le pouvoir administratif est représenté par le Fokontany et la Commune. Généralement, ils se chargent de la direction administrative et représente l'Etat dans les activités de régulation sociales.

La cohabitation de la tradition et la modernité est également visible sur le plan cultuel. Les Chrétiens représentent environ 39,25% de la population et la majorité font appel aux Mpimasy (devin) pour demander la bénédiction des ancêtres.

Tableau 5 : Les rites Traditionnels

Rites	Caractéristiques	Observation
<i>JORO</i>	Cérémonies rituelles basées sur l'invocation du « Razambe /Zanahary » accompagnées d'un discours religieux du Tangalamena et du sacrifice de Bœuf	Ensemble des zones
<i>JOURS TABOU(FADY)</i>	Interdiction de travailler la terre (Mardi et Jeudi)	Ensemble des zones et suivant les pratiques
<i>FERA OMBY</i>	Tout comme le Joro, il s'agit d'un des ancêtres en mémoire, en respect d'un Mpanazary Sakalava dénommé ANDRIAMPANJAKA	A lieu tous les deux ans se terminant par un nombre pair CR Anororo
<i>DOANY</i>	Lieu Sacré ou la population fait des offrandes et des vœux	Ensemble des zones
<i>TODIAVALY</i>	Danse Folklorique typiquement Sihanaka suivie de chant	Ensemble des zones
<i>JIJY ET HOSIKA</i>	Cantique rimée et fait de la manière à capelle	A l'exemple des CR d'Antanandava, Ambatond razaka, Andrebakely et autre

Source évaluation des sites éco touristiques, BIODÉV /Conservation International, 2005.

Comme toutes les localités de Madagascar, le lac et ses environs ont leurs tabous:

- Il est interdit de faire monter sur la terre ferme des zozoro fraîchement prélevés,
- Il est interdit de prélever des feuilles végétales vertes tous les jeudis et les dimanches
- Il est interdit de porter un parapluie dans les champs de culture,
- Il est interdit de faire tout prélèvement dans les zetra au début d'un tonnerre,...
- interdiction d'emmener du porc (mort ou vivant),des oignons quelque soit la variété
- interdiction de labourer la terre tous les jeudi
- faire sécher les linges sur les rizières
- Il est interdit de toucher quelque chose quand il y a un tonnaire

Par contre il est de coutume de faire un Joro avant la récolte du riz.

➤ **L'éducation :**

Si la commune d'Ambohitsilaozana présente un taux de scolarisation élevé (77,6%) pour 16% d'abandon pour, le taux d'alphabétisme n'en est pas pour autant car environ 73% de la population locale ne savent ni lire ni écrire dans le fokontany d'Ambohitsilaozana, village d'Ambatofotsy. Ce fait a été justifié par l'absence des écoles dans la plupart des villages qui suppose de longue marche sans parler de la cherté des charges scolaires d'après nos enquêtes ou il n'existe pas d'école dans ce village. D'autres problèmes conditionnent également l'enseignement local, comme l'insuffisance des enseignements. A ce propos, il convient de signaler que la majorité des enseignants sont des maîtres FRAM. L'insuffisance des salles de classe et des matériels d'enseignement ont été également soulevés lors de notre passage sur les lieux. La spécificité d'Ambohitsilaozana est le fait qu'il est doté d'une Université Annexe de Toamasina dans le secteur d'Ambaibo.

Tableau 6 : Renseignement sur la scolarisation

Communes Ambohitsila ozana	Taux de scolarisa tion	Taux d'aban don	Ecoles primai res	Effectif élèves	CEG	unive rsité	Effectif	Enseig nants
Ambohitsilaozana	77,6 %	16%	4	2175	0	10	0	15 fram, 11 inst pub

Source : Rapport C.Mitsinjo, Plan d'Aménagement et de gestion de la NAP Lac Alaotra, Mai 2015

➤ **Santé :**

Malgré la politique de décentralisation de l'Etat, les CSB sont insuffisants dans le site. Plusieurs Fokontany n'ont pas leurs CSB1 comme le cas d'Ambaibo et d'Ambatofotsy dans le fokontany d'Ambohitsilaozana il n'existe aucune CSB, et quelques chefs lieux de Communes ne sont pas dotés de CSB2. Les maladies les plus courantes sont le paludisme, la diarrhée, la toux et les maladies respiratoires. Il est à préciser que les données renseignées ci-dessous intéressent uniquement les localités concernées par la NAP dans les Communes touchées par le projet.

➤ **L'économie :**

L'économie locale est marquée par la pêche et l'agriculture. En effet, la région tient sa renommée de l'abondance en matière de poisson et du fait qu'elle est l'un des sites qualifiés de grenier à riz de Madagascar. Actuellement, ces secteurs rencontrent différents problèmes qui se font beaucoup sentir au niveau de l'économie locale. Pour le côté agricole, le changement climatique bouleverse le calendrier culturel et notamment la production tant en qualité qu'en quantité. On peut également parler des maladies et des insectes qui ravagent les champs de culture sans parler de la cherté des pesticides et des engrais pour y remédier. L'absence de formation technique figure aussi parmi les explications de la population locale sur leur faible productivité. Par ailleurs, l'absence de Tsena et/ou le manque de débouché détériore la rentabilité des efforts locaux en termes de production.

Tableau 7 : Calendrier culturel dans le site de la NAP

Spéculation	Période	Observations
Riz première saison	Novembre – juin	
Riz deuxième saison	Août – décembre	
Manioc	Novembre – décembre	1 an
Maïs	Octobre – janvier	
Arachide	Décembre – juin	
Légumes	Janvier – décembre	Toute l'année (culture en alternance)

Source : Rapport C.Mitsinjo, PAG NAP Lac Alaotra, Mai 2015

Si la pêche et l'agriculture tiennent une place importante dans l'économie locale, l'élevage n'en est pas pour autant. Ceci peut s'expliquer du fait de l'insécurité, l'absence des vétérinaires, la cherté des médicaments et des soins, l'insuffisance des pâturages.

Pour le cas de l'artisanat, il est pratiqué par la quasi-totalité de la population du fait qu'il est avant tout un héritage qui se perpétue de génération en génération. Ainsi, femme et homme s'entraident dans cette activité car si les hommes se chargent des matières premières pour les vanneries, les femmes se mobilisent dans le tissage et la finition.

CHAPITRE II : CONCEPTION LOCALE A TRAVERS L'APPROCHE CULTURALISTE ET LA SOCIOLOGIE DYNAMIQUE

Nous allons nous baser sur le culturalisme afin de voir comment s'établit la relation entre les différentes sphères dans le social, la culture, l'économie, la technique et l'environnement qui sont les bases de cette étude étant donné qu'une culture change à travers le temps et l'espace, ce qui rejoint Melville J.Herskovits (1950) dans son affirmation : *«Aucune culture vivante n'est statique et l'existence de changement au sein d'une culture est universelle»*.⁶

I- Le culturalisme à travers les activités quotidiennes de la population de la NAP

En effet, d'après l'idéologie culturaliste, l'homme est un être sociale doté de culture et où cette dernière dicte l'agir de la communauté et de chacun des individus. La culture permet une régulation sociale à travers l'enculturation par le biais des institutions existantes dans cette société. Cette culture permet à l'homme d'avoir : une identité et sa spécificité dans les normes, besoins et valeurs qui sont tous semblables. C'est cette culture qui détermine la morale, la psyché de chaque individu et dicte la vie sociétale : croyances, rites, mythes, modes et rapport de production, hobbies, manières physiologiques (manger, s'habiller, dormir, boire etc). La culture est en même temps stable et dynamique à travers le temps et l'espace et elle se meut seulement quand elle reste statique. Une introduction ou diffusion d'une culture extérieure engendrera des changements à l'intérieur de la société surtout au niveau des pays en voie de développement, que ce soit des choses matériels à l'instar des machines, ou techniques de production, ou encore à travers le mysticisme dans les façons de pensés et les dogmes. C'est ce qui a été vérifié par le paradigme des troubles sociaux de (SMELSER) : *« Dans les pays en voie de développement, les modifications rapides de structure, associées à la modernisation de l'économie, créent des tensions dues au décalage avec les coutumes traditionnelles. Si ces tensions ne se résolvent pas, elles peuvent donner lieu à trois types de réactions : une croissance de l'anxiété, une croissance d'ordre phantasmatique (par exemple le type fondamentaliste) ou encore amener à des troubles sociaux »*. L'homme a généralement peur de l'étranger et se méfie de l'inconnu par crainte de perdre ses repères⁷ ; c'est le cas des Malgaches qui se basent sur la métaphysique. D'autre part, les besoins peuvent se différencier, comme par exemple une variété de culture, dans un

⁶ OP.CIT Melville J. Herskovits (1950) p.173

⁷ L'oublie des valeurs et croyances de ses ancêtres.

fonkontany qui vient d'initier une nouvelle technique de production, engendrera un débat à l'intérieur de cette localité étant donné que toute leur vie dépendra de cette culture. L'individu est face à deux options: délaissier la Technique habituelle dont le rendement est faible ou adopter une nouvelle technique qui pourrait réussir ou échouer en termes de rendement et encore les membres de la communauté risquent de ne pas acheter les produits obtenus de cette nouvelle technique. Ceci-ci engendre une disjonction non seulement au niveau du ménage mais aussi au niveau des voisins, ce qui pourrait même aller jusqu'à la mise en quarantaine de l'individu par la communauté toute entière. En effet, dans le monde rural, on distingue les conservateurs et les innovateurs. Le premier a peur d'être châtié par les ancêtres et préfère rester dans la tradition. Le second est convaincu que s'il n'adopte pas les techniques modernes, il ne se développera jamais et se contentera toujours d'un faible rendement. C'est pourquoi nous empruntons l'approche culturaliste car d'après le contexte local, la culture semble être un point focal tant sur le plan économique, culturel que social. D'abord la difficulté de pénétration d'une nouvelle technique concernant le mode de production à cause de l'habitus et la croyance, et ensuite, une méfiance envers l'extérieur et les étrangers sur leurs vraies intentions, ce qui pousse souvent au clivage entre les membres d'une même communauté.

Ainsi que la sociologie Dynamique de Balandier pour mettre en exergue le clivage entre la communauté locale et l'Etat sur l'aménagement, la gestion, le contrôle de la NAP lac Alaotra. Mais aussi dans l'affrontement indirecte de l'idéologie tradition et moderne, imposée par les agents de l'extérieur sur les échanges commerciaux constituant une dynamique du dedans, entre le changement interne dans la population locale (les conservatismes et les innovateurs), et le dynamique du dehors, entre les acteurs de développement et la population locale.

II-Approche de la sociologie dynamique à travers la population de la NAP :

La sociologie dynamique de Balandier étudie les impacts engendrés par les pays colonisateurs sur les pays colonisés sur leur changement en Afrique pendant la décolonisation. Balandier soulève aussi le fait que cet impact présente un conflit entre société traditionnelle et société développée étant donné que la société traditionnelle a sa propre structure sociale, ses institutions, ses valeurs et ses normes ; et la société moderne cherche à imposer sa vision et sa conception du développement sans se soucier des réalités coutumières. Celle ci, en effet crée des fractures à l'intérieur de l'Etat dans la gouvernance. A Madagascar, par exemple,

deux Autorités cohabitent, l'Etat et les collectivités territoriales d'un côté, et les Autorités traditionnelles d'un autre côté. La première a ses lois qui s'imposent à tous les citoyens sans exception. Les Autorités traditionnelles de leur côté ont également les règles coutumières qu'elles transmettent de génération en génération. Il y a ainsi quelquefois une confrontation entre le légal et le légitime. En principe, et particulièrement dans le monde rural à l'exemple des communautés rurales de l'Alaoatra, le villageois se sent beaucoup plus concerné par le légitime que par le légal. D'autant plus, le problème de communication fait qu'il n'est pas toujours informé sur les textes légaux. Mais surtout, il se conforme aux règles coutumières établies par ses ancêtres et transmises par les Autorités traditionnelles car ces règles ont toujours régi le vivre communautaire et que ces règles ont été établies à partir du vécu communautaire et des réalités de leur terroir. Cependant, un fait constaté dans l'Alaoatra est que les Autorités traditionnelles perdent de plus en plus de leurs ascendances sur les communautés. Diverses raisons peuvent expliquer ce fait, l'Etat et les collectivités territoriales telles la Commune, le District et la Région ont tendance à minimiser les Autorités traditionnelles. Ils les contournent dans les grands événements. Les Autorités traditionnelles ne sont pas invitées à prendre la parole, leurs titres et noms ne sont pas mentionnés dans les discours ou encore elles ne sont pas simplement invitées à assister à la cérémonie. Les ONGs ainsi que les fonctionnaires nouvellement affectés ne leur font pas non plus une visite de courtoisie. Ces ONGs et fonctionnaires se limitent à se présenter aux chefs Fokontany. Il y a également les jeunes qui, influencés par le mode de vie occidentalisé des grandes villes ne se soucient plus de se conformer aux traditions. Toutefois, il n'en reste pas moins que les Autorités traditionnelles jouent un rôle très important dans l'acceptation d'un projet par les communautés. En effet, si les Autorités traditionnelles s'opposent à un projet, il existe peu de chance que la communauté accepte ce projet. Par contre si les Autorités acceptent le projet, les cas de dysfonctionnement ou de conflits sont minimes ou s'ils existent, ils peuvent être gérés par les Autorités traditionnelles. Premièrement, en référence au « dynamique du dehors », les Autorités traditionnelles sont les mieux placés pour informer les agents extérieurs sur les tabous et les orienter ce qu'il convient de faire pour s'assurer de la collaboration de la communauté. Deuxièmement, dans la « dynamique du dedans », les Autorités traditionnelles peuvent atténuer les distorsions qui pourraient survenir au sein de la communauté entre les conservateurs et les innovateurs

Problématique :

La mise en place des Aires protégées améliore-t-elle la vie socio-économique de la population locale ou au contraire l'appauvrit-elle ?

-Hypothèses :

-La mise en place des Aires protégées implique une restriction sur l'accès aux ressources naturelles, ce qui signifie une réduction des ressources naturelles exploitables par la population locale. Le fait est que les mesures de compensation ne sont pas réalisées en même temps que la création de l'AP et encore, ces mesures de compensation sont quelquefois en dessous des valeurs des ressources naturelles que la population utilise habituellement

- La non consultation de la population locale sur l'identification des sous projet en guise de compensation de ses pertes sur la mise en place de la NAP constitue un frein pour l'appropriation des AGR par la population locale .De plus, la majorité de la population local sont retissant vis-à-vis de la méthode moderne de production qui leurs semblent trop compliqués préfèrent ne pas s'engager dans les nouveaux AGR, d'où leurs pertes de source de revenu reste non compensé.

-Objectifs Spécifiques:

- Conscientiser la population locale sur les méfaits de la dégradation de l'environnement et de l'isolement, mais aussi sur le conservatisme des techniques ancestrales qui diminue le rendement des récoltes ou de l'élevage
- Faire connaître à la population l'importance de la biodiversité et leur montrer comment l'utiliser pour que le lac ne se tarisse pas et qu'il devienne durable mais aussi que la synchronisation des techniques traditionnelles et modernes conduit à l'amélioration de la vie de la société

-Méthodologie :

La méthode de recherche sera centrée sur une approche qualitative et quantitative à partir des collectes des données et des analyses sur terrain mais aussi à l'aide des documentations. Les bibliographies seront axées surtout sur les ouvrages Sociologique, Anthropologique, Géographique et Environnementaux Etc.

Méthode appliquée :

-Afin de bien mener notre étude, nous allons procéder à un échantillonnage non probabiliste par quotas : nos enquêtés seront au nombre de 20 individus qui sont directement concernés par les sous projets et 10 Individus qui ne le sont pas. En effet, nous avons pris 20 personnes de sexe masculin et 10 personne de sexe féminin et ou l'âge se situe entre 26 ans à 80 ans.

-Mais nous effectuerons aussi une enquête de boule de neige consistant à cibler des personnes clés qui s'activent dans le domaine et ceci pour nous aider à avoir beaucoup d'informations et de données qui pourront être pertinentes à notre étude et déceler les faces cachées des problèmes qui ne sont pas encore élucidés (Entretien avec la commune, le chef du fokontany

mais aussi sur les autorités traditionnelles comme les Tangalaména qui ont un grand rôle à jouer dans la stabilisation sociale de la vie quotidienne.)

On a en effet employé le Logiciel Sphinx pour faciliter notre travail sur les collectes des données faites sur le terrain dans les regroupements mais aussi pour les traitements et analyses des données.

III. Historique, définition, rôle et caractéristique des aires protégées à Madagascar

Depuis au moins deux mille cinq cents ans, l'humanité avait déjà protégé certaines forêts et écosystèmes. Le premier parc national des temps modernes fut créé à Yellowstone en 1872⁸. Madagascar est un des premiers pays probablement du monde mais sûrement de l'Afrique, établissant un système de réserves naturelles à l'échelle nationale. D'après Chantal Blanc-Pamard et Hervé Rakoto Ramiarantsoa dans « Madagascar : les enjeux Environnementaux » nous dit encore que les dix premières Aires protégées sont mises en place dès 1927 (Décret du 19 décembre 1927), sous formes de réserves Naturelles (RN) choisies dans les différentes formations végétales de l'île ou ce sont des espaces où toute pénétration humaine est interdite c'est-à-dire faire comme si l'homme n'existait pas. Par ailleurs, la répression s'organise avec le décret forestier de 1930 qui vise à empêcher le massacre végétal. Dans les années 1940, il y a eu les paysans prédateurs. Les dispositifs sont complétés dans les premières années de l'indépendance par d'autres catégories d'aires protégées : Réserves Naturelles intégrales (RNI), Réserves Spéciales (RS) et Parc National (PN). Et où la direction des Eaux et forêts veille à faire respecter les mesures de protections car les biotopes forestiers permettent une régulation du climat, fournissent produits végétaux et animaux et protègent le sol. La tendance protectionniste se continue avec l'organisation à Tananarive en 1970 de la conférence internationale sur la conservation de ressource naturelle. Ce choix se justifiant en raison de l'intense dégradation environnementale, l'extinction d'espèces et l'importance scientifique de la nature Malgache. Cette phase de politique de protection a connu un flottement dans les années 70 à cause du contexte national caractérisé par une crise politique, économique et financière. D'une part, la crise économique et financière a entraîné l'application dès 1982 de mesures d'ajustement structurel dans un contexte de libéralisation économique et de décentralisation qui inclut désormais l'environnement. Les années 1980 ont introduit une politique conversationniste. Corollaire de la crise, la dérégulation de l'état requiert de nouvelles solutions. L'approche PCDI (projet de conservation et développement intégré) s'impose dès le milieu des années 1980 alors que de nouvelles aires protégées sont créées. Les

⁸ (cf. Aires protégées doc div. dans France 1 dans DONNEES)

PCDI proposent la zonation d'un espace délimité, divisé entre une Aire centrale de protection intégrale et une zone périphériques aux aires protégées. »⁹La construction des aires protégées à Madagascar, est née alors à partir de la conscience des hommes sur la dégradation de l'environnement dans : La salinisation de l'eau, la disparition des espèces endémiques (flore et faune) fait à partir de l'action de l'homme, La surexploitation minière des ressources non renouvelables, le changement climatique, les cataclysmes naturels (cyclone, érosion ...) etc. Qui a permis l'adoption de la Charte de l'environnement malgache le 21 Décembre 1990 (Loi 90-033). Constitue le cadre général d'exécution de la politique nationale de l'Environnement. Et nous notons qu'il est le premier pays du continent Africain à avoir adopté une charte sur l'environnement. Vise à rétablir un équilibre durable et harmonieux entre les besoins de développement de l'homme et le souci écologique en forme de politique appelées PAE (plan d'action environnemental) durant 15 ans divisé en PEI ; PEII ; PEIII. Et a permis la mise en place du PNAE. Et c'est renforcé dans la mise en œuvre du premier sommet de terre de Convention signée à Rio de Janeiro en Juin 1992 et ratifiée en août 1995.¹⁰Stipulé par l'article 8a de la convention sur la diversité biologique (signé par Madagascar le 08 juin 1992 et ratifiée le 03 Novembre 1995 par décret n°95-695) : « Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, établit un système de Zones protégées ou de Zones où des mesures spéciales doivent être prises pour conserver la biodiversité biologique ». Et renforcé lors du congrès Mondial sur les Parcs à Durban, en septembre 2003.

Tableau 8 : résumé de l'historique des Aires protégées :

Dates	Mesures
1787 à 1881	Politiques forestière pendant la monarchie Merina
1881	Code de 305 articles
1895 à 1960	Politique forestière sous la colonisation Française
1923	5 îlots sont déclarés réserves pour tortues nidifiantes
1925	Création du parc botanique et zoologique de Tsimbazaza à Antananarivo
1927	Décret du 31 décembre 1927 qui a créé les 10 premiers Réserves Naturelles de Madagascar
1930	Décret Forestier
1933	Convention Internationale pour la protection de la faune et de la flore en Afrique adoptée à

⁹ « Madagascar les enjeux environnementaux » OP.cit p.4 et 5

¹⁰ « Regard sur la Biodiversité et L'écosystème Malgache » Ramisamihantanimirina p.39-46

	Londres et ratifiée en France en 1938 Les RN devient RNI (réserve naturel intégrale)
1954	Décret qui introduit le Parc National(PN) Dans la législation
1960-1983	Politique de reboisement
1970	Premier conférence internationale sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et la conservation de la nature organisée à Tananarive avec la collaboration de l'UICN et de l'UNESCO
1979	Ouverture d'une représentation de l'ONG internationale WWF(fond mondiale de la nature à Madagascar
Avril 1984	Création d'une commission nationale de la stratégie de la conservation des ressources vivantes au service du développement national placée sous la tutelle directe de la présidence de la République
Juin-juillet 1984	Elaboration d'une stratégie nationale de conservation (SNC)
Mai 1985	Publication de la politique forestière visant à 'protéger et produire, développer sans détruire''
Novembre 1985	Tenue à Antananarivo d'un séminaire international sur « la conservation au service du développement »
1990	Promulgation de la loi n°90-033 portant Charte de l'environnement qui définit la politique national de l'environnement à Madagascar
1990	Plan d' Action Environnemental (PAE)
1990	Création de l'Association Nationale pour la gestion des Aires protégées (ANGAP)
1992-1996	PE I Plan Environnemental Phase I
Juin 1992	Premier convention de la terre signée à Rio
1993	Ordonnance n°93-022 de la 04/05/93 portant réglementation de la pêche et de l'aquaculture
1994	A Majunga, Atelier national (novembre) sur les occupations humaines dans les Aires Protégées
1995	Décret n°95-377, relatif à la mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement(MECIE)
1995	Ratification de la convention sur la diversité Biologique de Madagascar (loi n°95-013 du 09 août 1995, décret n°95-695 du 03 Novembre 1995
1996	Loi 96-025 sur la Gestion Locale Sécurisée dite loi GELOSE

1997	Redéfinition de la politique Forestière (décret n°97 1200 du 2/10/97)
1997	Arrêté ministériel n°4355/97 portant définition et délimitation des zones sensibles
1997-2001	PE II Plan d'Environnement Phase II
1998	Ratification de la convention de RAMSAR sur les Zones humide (Loi n°98-003 du 19/02/98, Décret n°98-261 du 24/03/1998)
1998	Ratification de la convention pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique orientale, convention de Nairobi (Loi n°98-004 du 19/02/98 et décret n°98-260 du 24/04/98)
2001	Nouvelle Politique Forestière
2001	Loi n°2001/05 portant code de gestion des Aires protégées. ANGAP (Plan de Gestion du réseau National des Aires protégées de Madagascar GRAP
2002-2006	PE III Plan Environnemental Phase III
2002	Adoption du code des Aires protégées
2002	Semaine de l'écotourisme (21 au 28 septembre)

Source : « Madagascar : Les enjeux de Développement »OP.cit 15-16

Afin d'être dans l'objectivité et d'éviter toute ambiguïté, On va voir quelques types de définition de l'Aire protégée.

D'après le projet de loi N°028/2008 du 29 Octobre 2008 portant refonte du code de gestion des Aires protégées : Définit l'Aire Protégée comme suite :

Article 1 : Au Sens de la présente loi, on entend par :

Aire protégée (AP) : « Une AP est un territoire délimité, terrestre, côtières ou marin, eaux larges, saumâtres et continentales, dont les composantes présentent une valeur particulières et notamment biologique ;naturelle, esthétique, morphologique, histoire, ,archéologique, cultuelle ou culturelle et qui nécessite, dans l'intérêt général, nécessite une préservation multiforme ;elle est gérée en vue de la protection et du maintien de la diversité biologique, de la conservation des valeurs particulières du patrimoine naturel et culturel et de l'utilisation durable des ressources naturelles contribuant à la réduction de la pauvreté » .

- Définition de l'Aire protégée d'Après l'Union International de conservation de la nature (L'UICN) : « Une Aire protégée est un territoire ou zone marine et/ou côtière consacrée particulièrement à la protection et au maintien de la diversité biologique (écosystèmes,

espèces, variabilité génétique) ainsi que des ressources naturelles et culturelles associées et gérée par des moyens efficaces, juridiques ou autre ».¹¹

- Définition de système d'aires protégées par l'UICN :

Un système d'aires protégées est un ensemble représentatif d'aires protégées qui comprend : tous les habitats majeurs (par exemple d'un pays ou d'une région) ; des habitats assez larges, capables de soutenir des populations viables de flore et de faune des habitats bien connectés, pour permettre les échanges génétiques nécessaires à la stabilité des espèces.

Le Système d'Aire Protéger de Madagascar (SAPM) :

Le Système d'Aires Protégées de Madagascar est composé du Réseau National actuel géré par l'Association Nationale pour les Aires Protégées (ANGAP) et des nouvelles aires protégées. Ces nouvelles aires protégées ont pour but de compléter la représentativité et assurer la durabilité de la biodiversité malagasy ainsi que de maximiser les autres valeurs naturelles et culturelles qui y sont associées.¹²

De ces faits, pour notre part nous pouvons affirmer que le but et la forme de la protection de l'environnement à évolué à travers le temps et dans l'espace. D'après ce qu'on a pu voire, la protection de celle-ci a vu le jour au temps de la monarchie avant même la colonisation. Ce qui nous pousse à prétendre que la notion de conservation a été présente à Madagascar bien avant les principes occidentaux. Force est de souligner que la politique forestière malgache a existé depuis 1787. Par ailleurs, la faune et la flore sont sacré pour les Malgaches puisque les objets qui lui procure la vie et utiles dans la vie quotidien sont considérés comme *aina* ou vie d'où les arbres sacré, le tombeau sacré, les tabou sur les terre et chez les hommes. Et c'est ce qui a été formalisé par la loi 305 portant la protection de l'environnement sous le règne de Ranavalona II. Plus tard, cette dévotion malgache pour la conservation a été heurtée par la colonisation à travers sa méthode d'approche qui a plutôt primé le côté écologique que le côté social d'où une révolte au niveau des populations locales. C'est dans cette optique qu'est apparue la xénophobie à Madagascar, car les malgaches se sont sentis privés de leur propre richesse qui les relie directement à leur ancêtre. Ainsi, en guise de révolte des espaces ont été brûlé puis surexploité pour faire face à la politique coloniale non légitimé par la population. En d'autres termes, la population par crainte de l'armée coloniale et par mépris a préféré se

¹¹ « Système d'Aires protégées de Madagascar orientations générale sur les catégories et les types de gouvernance des Aires protégées » Novembre 2006 version PDF p.3

¹² OP.CIT p.4

lancé dans la surexploitation pour en jouir au maximum. Et c'est ce qui semble se perpétrer actuellement, car la population locale continue toujours à se méfier de l'Etat de peur d'être déni de ses terres.

Devant ces faits, des réformes ont été développées depuis l'indépendance en 1960, à l'exemple de l'ajustement culturel en 1980 qui s'est porté sur la libéralisation économique et la décentralisation mais aussi l'environnement. Ainsi, une charte de l'environnement a été promulguée en 1990, divers congrès portant essentiellement sur la protection de l'environnement ont été réalisés, à savoir : le sommet de Rio en 1992, la vision de Durban en 2003 et la vision de Sydney en 2014. Conscient de la faille en matière sociale et devant le poids de la pauvreté locale, l'Etat malgache sous l'influence de la banque mondiale a décrété la prise en charge de la perte occasionnée par la mise en place des aires protégées à travers les restrictions et les conditions d'exploitation jugées trop lourdes par la population. De ce fait, chaque organisme gestionnaire devra financer des projets AGR (Activités génératrices de revenu) et/ou de petites infrastructures en guise de compensation. Ainsi, devant les réalités locales (accroissement démographique, insuffisances des moyens de production, technique non appropriée et peu productive,...) les techniques modernes ont été priorisées dans les AGR pour plus de rendement. Et c'est là pensons-nous un des points souvent négligés par les promoteurs des projets qui ont tendance à minimiser le choix de la population locale. Ici, nous faisons référence aux projets non appropriés par les communautés locales dont ils n'ont pas été consultés. D'un autre côté, les AGR sont réalisés hâtivement sans étude approfondie sur la culture locale en termes de mode de production. Et c'est qui explique la situation d'incompréhension de la l'incompréhension entre l'Etat et les communautés locales.

IV Rôles et caractéristique et objectif des aires protégées

➤ Rôles des aires protégées:

- Protéger la Biodiversité de l'action Anthropique de l'homme dans la sur exploitation
- Contribuer au développement durable qui se fonde sur le principe de la préservation de la génération future tout en permettant au présent d'en jouir
- Lutte contre le problème lié au sol (Salinisation, érosion, stérilisation etc ...) et le changement climatique
- Identifier une politique permettant à la population locale de se détacher au fur et à mesure de la surexploitation de la biodiversité.

➤ Caractéristiques des Aires protégées :

Quatre types majeurs de gouvernance se distinguent sur la base de l'entité qui détient l'autorité et la responsabilité de la gestion et qui doit rendre compte des résultats achevés. A cet effet, on peut citer :

-Les aires protégées gérées par le gouvernement (à plusieurs niveaux ou par délégation à des tiers) ;

-Les aires protégées cogérées (gérées de façon participative, par plusieurs parties prenantes) ;

-Les aires protégées privées (gérées par les propriétaires de la terre et des ressources naturelles) ;

-les Aires du Patrimoine Communautaire (gérées par les communautés locales directement concernées).

Tous les types de gouvernance sont légitimes et importants pour la conservation. Par ailleurs, ils sont tous compatibles avec les six catégories de gestion d'aire protégée de l'UICN¹³

Tableau 9 : catégories de gestion des Ap ¹⁴ :

Catégories d'Aires protégées		Objectifs de gestion
Catégorie I	Réserves Naturelles Intégrales	Aire protégée gérée à des fins scientifiques et/ou de protection de la faune et de la flore dans un périmètre qui représente un écosystème particulier
Catégorie II	Parcs Nationaux	Aire protégée gérée à des fins de protection d'écosystèmes importants et à des fins récréatives et éducatives
Catégorie III	Monuments Naturels	Aire protégée gérée principalement dans le but de préserver un élément naturel ou naturel/culturel spécifique

¹³ « Guide pratique pour la Gouvernance des Aires Protégées à Madagascar »Version Pdf p.4,6

¹⁴ « Elaboration d'un Manuel de procédure de création des Aires Protégées »PDF p.13

Catégorie IV	Réserves Spéciales	Aire protégée gérée principalement à des fins de conservation et de protection des habitats ou des espèces avec intervention au niveau de la gestion
Catégorie V	Paysages Harmonieux Protégés	Aire protégée gérée principalement dans le but d'assurer la conservation de paysages terrestres ou marins et à des fins récréatives, et où les interactions harmonieuses Homme/Nature contribuent à maintenir la biodiversité
Catégorie VI	Réserves de Ressources Naturelles	Aire protégée gérée principalement à des fins d'utilisation durable des écosystèmes naturels.

Source : ELABORATION D'UN MANUEL DE PROCEDURE DE CREATION DES AIRES PROTEGEES¹⁵

. Les objectifs fondamentaux du Système d'Aires Protégées de Madagascar sont de:

Conserver l'ensemble de la biodiversité unique de Madagascar (écosystèmes, espèces, variabilité génétique) ;

Conserver le patrimoine culturel malagasy ;

Maintenir les services écologiques et favoriser l'utilisation durable des ressources naturelles pour la réduction de la pauvreté et le développement

➤ Les objectifs secondaires sont :

-Le maintien du climat (local et global) ;

-La protection de la santé humaine ;

-Une distribution plus équitable des bénéfices générés par les ressources naturelles ;

-L'engagement de la société civile dans la bonne gouvernance et la gestion efficace des ressources naturelles renouvelables.¹⁶

V- Définition et Concept de Développement et Environnement dans divers sphère des champs social

Le terme développement ou encore développement durable ne peut se séparer de l'environnement après la seconde guerre mondial est devenu polysémique étant donné que chaque science social a sa propre conception du mot en fonction du domaine concerné. Ainsi,

¹⁵ Manuel SAPM DE PROCÉDURE - VERSION DÉFINITIVE P.13 VERSION WORLD

¹⁶ OP.cit p.15

pour éviter toute ambiguïté nous allons partir par la définition de quelques mots clés en rapport avec le développement et l'environnement du point de vue des sciences sociales. Pour ensuite parler du développement local sur le plan environnemental.

➤ L'environnement :

Définit par l'ONE (office national de l'environnement) comme « *ensemble des composantes naturelles de notre planète : Les espèces animales et végétales, le sol, l'eau et le climat* »

Pour l'économiste Passet (1990), il s'agit d'un « *l'entour, c'est-à-dire un ensemble de choses et de phénomènes localisés dans l'espace* ».et le développement comme : « *Subordonné au respect des normes environnementale et Sociales* ».

-Faucheux et Noël (1995) : « *La sphère d'influence réciproque existant entre l'homme et son milieu extérieur* »

-Weber et Bailly (1992) : « *De ce qui n'appartient à personnes en particuliers* ».

➤ Définition du développement local :

-Par l'université de Sherbrook, cahier de recherche : « *Le développement local est un processus endogène d'accroissement durable du bien être de la communauté* »

-Wikipédia : « *Le développement Local, est aussi appelé développement à la base est un processus utilisant les initiatives locales au niveau des petites collectivités comme moteur du développement économique* ».

-L'Encyclopédie de l'agora : « *Le développement local se rapporte aux diverses initiatives mises de l'avant, dans une cadre d'action partenariale, par les acteurs intéressés à l'amélioration des conditions de vie dans leurs environnement immédiat. Les objectifs de la démarche adoptée sont à la fois économique et sociaux* ».

-Définition du développement local communautaire par Doucet, Laval et Louis Favreau (1997) « *Théorie et pratiques en organisation communautaire* » Presse d'université de Québec, 462p :

« *C'est le refus du déracinement, de voir sa localité, son village ou son quartier entraînés dans le déclin démographiques et le déclin de son économie locale, avec ce qui en découle sur l'insuffisance des services. La sensibilité contemporaine à protéger l'environnement est venue renforcer cette volonté de résistances des communautés locales. Le développement local est une stratégie d'intervention qui a ses caractéristiques propres, caractéristique qu'elle emprunte à cette situation spécifique.* »

➤ Développement :

Pour l'économiste François Perroux 1991 (p.91): « *La combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement son produit réel et global* ».et encore que :

-Perroux (1963) : « *L'ensemble de transformations sociales qui rendent possible une croissance économique autonome et qui se nourrit elle-même* ».

- Philippe Deudel « *Le développement englobe des bouleversements plus grands (Valeurs et norme sociales, Structure social, etc) Que le simple processus de croissance économique : Le développement est par nature un phénomène qualitatifs de transformation sociétale (éducation, santé, libertés civiles et politique).alors que la croissance économique est seulement un phénomène quantitatifs d'accumulation de richesse.* »¹⁷

Définition du PNUD du développement : « *le Fait d'élargir l'éventail des possibilités offerte aux hommes.* » Et ou il propose 4 critères pour mesurer le développement d'un pays :

-La productivité qui permet le processus d'enclencher un processus d'accumulation

-La justice sociale : Les richesses doivent être partagées au profit de tous

-la durabilité : les générations futur doivent être prise en compte (dimension à long terme du développement)

-Le développement doit être engendré par la population elle-même et non par une aide extérieur.¹⁸

Définition du développement durable :

-« *développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacités des générations futures à satisfaire leurs propre besoin* ».(CMED 1987)

Pour Sen(A) 1981 : « *Le développement durable désigne la capacité des hommes à sortir de la pauvreté.* »

-Pour L'Anthropologue Olivier de Sardan (J.P) ; le développement est : « *l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou technique et ou savoirs.* »¹⁹

¹⁷ « Analyse économique et historique des sociétés contemporaine »Philippe Deudel 2008Pearson éducation France p.463 version PDF

¹⁸ OP.CIT p.463-464

¹⁹ Jean-Pierre Olivier de Sardan « Anthropologie et développement Essai en Socio-Anthropologie du développement Social »Marseil :APAD ;Paris,Karthala,Editeur,1995,221p Collection Homme et société p.13

-Pour Thomas Bierschenk : « *Le développement est tout simplement ce que les acteurs dans le champ désignent comme tel, et le monde Social dans lequel ils évoluent...En fait, le développement en tant que champ social est composé de réalité multiple.* »²⁰

-Jean pierre Chauvau 1985 : « *IL y a tous simplement développement là ou il y a développeurs, là ou l'un des groupes se réclamant de la mise en œuvre du développement, organise un dispositif d'intervention sur d'autre groupe sociaux.* »

-Sachs, 1980 sur le Maldéveloppement : « *Le maldéveloppement est l'aboutissement d'une croissance mimétique qui se fait dans l'inégalité sociale et régionale et aboutit à la destruction de l'environnement.* » Et encore que : « *L'écodéveloppement se situe entre un ékonomisme abusive ou un écologisme outranciers et propose un développement endogène et dépendant de ses propres forces, soumis à la logique des besoins de la population entière, conscient de sa dimension écologique et recherchant une harmonie entre l'homme et la nature.* »

Le développement peut être alors traduit comme une recherche méthodologique dans l'amélioration de la vie de l'homme dans ses besoins et utilités quotidienne dépendant de sa culture et sa communication avec son environnement physique et social. Dans la recherche d'une harmonie sociale avec la biodiversité commençant a partir de la prise de conscience de l'individu et en pensant a son avenir. Ou le rapport et mode de production et reflète la collectivité elle-même. Et à développement dans la mesure où il y a un plus value sur le rendement de la production.

VI- Relation entre l'homme et sa biodiversité

la Biodiversité est définie par les Biologiste comme : « *Ensemble des variations présentées par la vie à tous les niveaux, des gènes aux écosystèmes et les processus écologiques et évolutifs qui maintienne cette ensemble.* »²¹

Le professeur RAVELONANDRO dit que : « *L'arbre est axe du monde et relie la terre au ciel, l'arbre est symbole de l'évolution cosmique, il met en communication les trois niveaux du cosmos, le souterrain, la surface de la terre, le ciel, l'arbre réunit tous les éléments : l'eau par sa sève ; la terre par ses racines, l'air par ses feuilles qui y baignent ; le feu jaillissant de son frottement* »²².

²⁰ Thomas Bierschenk « Anthropologie et développement historiciser et localiser les approches » 2008 p.4

²¹ « Qu'est ce que la Biodiversité ? » N. Bynum, G. Cullman, G.P. Gibbs, M.F. Lavery, A.L. Porzecansky et E.J. Sterling
Version World

²² « Recueil des textes sur la relation entre l'arbre et l'homme » quatrième édition année 2006

où nous pouvons traduire que pour les Malgaches, l'arbre est considéré comme un médiateur entre Dieu et les hommes à l'exemple des *joro* avant qu'on récolte le riz ou encore des arbres sacré pour prier. il est sacré pour eux à cause des bienfaits que celui si procure à ses derniers comme de l'eau, ses fruits et ses plantes qui sont médicinale et ses branches qu'on peut servir comme pour faire du feux et les différents mythes .

D'après les chercheurs en science sociale et précisément les missionnaires, la vie des Malgaches sont basés sur la Métaphysique et ou le sacré et le profane sont omniprésent dans tous les activités de la population. A l'instar des divers rites comme la circoncision, les mariages, funérailles etc. L'environnement est pour eux sacrés et où nous pouvons directement l'affirmés a cause des différents tabous sur la terre et la société comme des endroits ou on ne peut uriner, manger ou apporter du porc, porter du parapluie et où l'on trouve des arbres sacré ou l'on pris qui est vêtu d'une drap blanc et ou beaucoup de sorte d'arbre comme le *pajaka be tany*, le *Amontana* ou le *Aviavy* etc. Et aussi dans le Nord ou les crocodiles sont pour eux leurs ancêtre et où ils tuent même des bœufs et le donne a ses derniers et au sud, ou les tortues aussi considéré comme un ancêtre lointain d'après les légendes. La population Malgaches ou plus précisément ce qui habite dans les zones ruraux enclavé sont dépendant de leurs environnement étant donnés que toutes leurs activités est centré sur la biodiversité .Ou quand ils sont malades ils emploient des plantes médicinale, ou la terre est pour eux sacré a cause des biens faits quelle procure comme la culture du riz, manioc etc. et dans les faunes ils puisent de l'eau de source et des produits halieutiques comme divers sortes de poissons, de crustacé quand à déjà cité . et dans les divers rites ou l'on tue des bœufs qu'on ils y a un évènement importants : manducation des morts, *fitampo*, mariage, conciliation, etc. Nous pouvons alors dire que : l'homme est interdépendant de la biodiversité puisqu'il a une valeur intrinsèque inhérente et une valeur extrinsèque utilitaire. Ou le premier est définit comme : « *La valeur d'une chose, indépendamment de sa valeur pour une personne ou pour une autre chose..., elle est un concept philosophique se rapportant à l'âme des éléments naturels non seulement les êtres vivants comme les plantes et les animaux mais aussi les rochers, les pierres et les minéraux* »²³.qui montre la valeur particulière que les malgaches accordent à une espèce particulière. et valeur extrinsèque utilitaire et pratique dont : Les valeurs pour usage directe comme : **Nourriture** ou l'homme utilise 3 culture de base(riz, blé et maïs), 12 000 plantes pour se nourrir et ou la population dépende des 20 types de plantes dans 3 ou 4 son seulement des produits agricole, **Matériaux**

²³ « Qu'est ce que la Biodiversité ? » N.Bynum et Al

de construction, tels que les cases de ravalala ou case en bois de Madagascar, transports terrestre charrette, pirogue en bois etc combustibles comme les bois de chauffes, produits papetiers comme les papiers antemoro, les vanneries Fibres à l'instar des nattes, des paniers, les Médicaments ou notons que 80% de la population utilisent les plantes comme source importante de médicament et ou 57% des 150 médicaments les plus courants son issus de la biodiversité. »²⁴

²⁴ « Pourquoi la biodiversité est-elle importante ? » Lavery and E.J Sterling adaptée aux contexte Malagasy par Tiana Rahagalala, Harison Rabarison, Fidèle Raharimalala, Eulalie Ranaivoson, et Emilienne Razafimahatratra version de janvier 2004 format Word

De ce qui précède, nous avons pu voir que la création des aires protégées a pour finalité la conservation de l'écosystème en vue de permettre à la génération présente d'en profiter tout en préservant la génération future. Une lutte pour protéger la biodiversité, le changement climatique, la pollution de l'air et les cataclysmes naturels qui ne cessent de s'accroître et l'épuisement des matières premières dans les ressources renouvelables et non renouvelables afin de préserver la génération future. Cependant celle-ci a un impact considérable dans la vie de la population locale puisque toutes leurs existences sociales dépendent de cette biodiversité. C'est sur ce problème en effet que nous allons mettre en exergue dans cette seconde partie.

PARTIE II : La conception local sur la mise en place des Aires protégé



Photos : Source C.Mitsinjo (atelier PAG à Ambohitsilaozana, Février 2015)

L'aire protégée a d'abord comme finalité de protéger la biodiversité tout en réduisant l'espace que les habitants sur cette zone peuvent utiliser, cependant celle-ci est accompagnée par une compensation sous forme d'AGR sur les produits que les habitants ont utilisés à l'instar des matières premières dans le besoin physiologique mais aussi économique. Comment alors cette population voit cette Aire protégée ? Etant donné que Les Sihanaka ont besoin de nombreuses feuilles de plantes dans le Zetra lors du mariage traditionnel, Joro, Funérailles, Circoncision, exhumation. Le marais sert aussi d'importante source de plante médicinale auxquelles les pêcheurs Sihanaka affectent tant de croyance aux guérisons des petites maladies.

CHAPITRE III: LAC COMME PRINCIPALE SOURCE DE REVENU DES COMMUNAUTES LOCALES

Le Lac est avant tout une source de vie étant donné que la population y puise leurs besoins. A l'exemple de la pêche (*Lapia, Anguille, le Fibata, Besisika, le Foza* etc) ou des matières premières collectés dans les zetra pour les vanneries. Actuellement, les zetra sont transformés en rizière et du coup se font brûler pour un maximum de rendement. Notons que la riziculture occupe 65% des terres cultivées et que les terres non cultivées sont estimées à 35%: Il convient de signaler que la saison culture pour la riziculture s'étale de novembre à février pour le « vary taona » et de juin à septembre pour le « vary ririnina ». D'après nos entretiens avec les personnes ressources locales, les feux des zetra en vue de la culture de riz a été très dévastatrice. Ces derniers temps, il y a même eu des cas où les bandro ont fui les zetra pour se réfugier aux abords des villages pour y trouver de quoi manger. Ces feux notoires ont été stoppés par l'inondation des zetra durant la pluie incessante au mois de février. Soulignons que depuis la mise en place de la NAP les communautés se chargent des activités de patouille du lac à travers les CFL (comité forestier local) pour minimiser la pression humaine.

C'est dans ce cadre qu'on parle de divergence d'opinion qui est caractérisée par trois positions, à savoir : ceux qui sont pour, ceux qui s'opposent et ceux qui sont neutres. Un fait qui nous a frappés durant nos enquêtes c'est l'ignorance du quasi totalités de ces personnes sur les aires protégées, plus précisément en quoi elle consiste. Il nous a été confié que les séances de sensibilisation et les ateliers effectués dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion et du plan de sauvegarde social et environnemental qu'elle a été clarifiés. Depuis, la position des personnes pour s'est renforcée, c'est aussi le cas pour les contre devant les règles de gestion très strictes du lac. Il a été clairement expliqué que l'aire protégée n'inclut pas une interdiction de matérialisation des traditions dans le lac, mais que leur réalisation nécessite le respect de certaines conditions. En effet, c'est l'une des raisons de la consultation des communautés locales pour éviter tout méfait en matière de tradition sachant que c'est un point sensible aux malgaches.

D'après les résultats de nos enquêtes sur terrain, les enquêtés sont quasiment dépendants de l'Aire protégée du Lac Alaotra c'est-à-dire que toutes leurs vies y dépendent. Pour être plus précis, sur le plan socio-économique, la NAP constitue sa principale source de revenu par les matières premières et les produits halieutiques, il abrite également ses sites culturels et ses

cimetières. Comme nous l'avons dit plus haut, l'opinion sur la NAP est très partagée comme suite et est fonction de leur dépendance par rapport à la NAP.

Tableau 10 : Dépendance par rapport à l'air protégée

5) est-ce que vous êtes dépendant de l'aire protégée ?

8) Pensez vous que la mise en place de la NAP Lac Alotra est une nécessité ?

Groupe n°2					Aires protégées			nécessité		
	oui	non	neutre	Total	Moyenne = 1.47 'oui'			oui		
oui	11	1	2	14	oui	21	70.0%	oui	14	46.7%
Non	9	2	0	11	non	4	13.3%	Non	11	36.7%
ne sait pas	1	1	3	5	neutre	5	16.7%	ne sait pas	5	16.7%
Total	21	4	5	30	Total	30	100.0%	Total	30	100.0%

Groupe n°1			
	M	F	sexe
oui	13	8	21
non	3	1	4
neutre	4	1	5
Aires protégées	20	10	30
oui	10	4	14
Non	8	3	11
ne sait pas	2	3	5
nécessité	20	10	30

Source : enquête personnel 2015

Interprétation

D'emblée, nous pouvons directement constater que 70% sont dépendant de l'aire protégée et que 46% de nos enquêtés ont dit qu'ils ont en effet besoin de cette Aire protégée suivi de très près de 36% qui sont contre la mise en place de cette Aire protégée et 16% qui n'ont pas donné de réponse. De ce fait, les réponses affirmatives traduisent que ces personnes sont conscients des menaces qu'implique l'action de l'homme sur l'exploitation démesurée de son environnement comme les feux des zetra ou encore la pêche avec des moustiquaires qui n'épargne pas les larves.

Pour ceux qui sont contre, nous pouvons dire qu'ils ne cautionnent pas l'idée d'être privée de leur pratique habituelle. Pour dire vrai, ils ne veulent pas respectés la loi sur le calendrier de pêche et des matériels de pêches, sans parler de l'interdiction des feux de zetra et de toute

activité agricole. D'autre parts, il y a également la méfiance d'être privé des ressources du lac par l'Etat, et que la création de la NAP n'est autre qu'un moyen pour y parvenir.

I- Les conséquences de celle-ci sur la vie socioculturel et économique

Comme disait J.Herskovits : « *L'homme vit dans plusieurs dimensions. Il se meut dans l'espace, où le milieu naturel exerce une influence constante sur lui. la culture s'apprend, qu'elle permet à l'homme de s'adapter à son milieu naturel et qu'elle varie beaucoup, qu'elle se manifeste dans des institutions... la culture est ce qui dans le milieu est dû à l'homme... Les ressources offertes par le monde naturel sont façonnées pour satisfaire les besoins* »²⁵ Tels sont les mots de Herskovits qu'on va emprunter pour mettre en exergue la position de la population locale concernant la mise en place de l'air protégé étant donné qu'il va apporter des changements dans la vie quotidien de la population notamment par les restrictions dans certain zone²⁶ et des accès règlementés pour d'autre²⁷. Pour résumé ce que l'auteur a dit : c'est que l'homme est dépendant de son environnement que ce soit social ou géographique qu'il est indéniablement dépendant de ce dernier et à deux solution, soit il s'adapte a son entourage ,soit c'est l'environnement qui s'adapte à ses besoins. Dans le cas de Madagascar et généralement des pays Africain c'est le premier qui prime mais dans les pays occidentaux c'est la seconde.

²⁵ Melville J.Herskovits (1950) « les bases de l'Anthropologie culturelle » Paris : François Maspero Éditeur, 1967, 331 pages. Collection : Petite collection Maspero, no 106.

version électronique Word p.8 et 9

²⁶ Noyau dure zone réservée pour la conservation et les recherches

²⁷ Zone d'utilisation ou des activités économiques sont toujours autorisé mais suivant un règle de gestion établie

Tableau 11: Vision locale sur l'impact de l'aire protégée sur le plan socio-économique

6) Pensez-vous que la mise en place de la NAP Lac Alaotra va changer votre mode de vie?

9) Pensez vous que les AGR que vous avez demandez peuvent combler vos pertes occasionnées par la mise en place de la NAP ?

Groupe n°1			
	M	F	sexe
oui	8	6	14
non	10	3	13
neutre	2	1	3
Façon de vivre	20	10	30
Oui	9	1	10
non	9	7	16
autre réponse	2	0	2
Manque	20	8	28

Façon de vivre		
oui	14	46.7%
non	13	43.3%
neutre	3	10.0%
Total	30	100.0%

Manque		
Oui	10	35.7%
non	16	57.1%
autre réponse	2	7.1%
Total	28	100.0%

Source : enquête personnel 2015

Interprétation

D'un premier coup d'œil, 46% de la population cible pensent que la mise en place de cette aire protéger vont changer leur vie social contre 43% qui disent que ça n'affectera en aucun cas leurs vie et 10% qui sont neutre. Et que les 57% affirment que ces AGR ne peuvent en aucun cas compenser leur manque tandis que les 35% disent oui et les 7% sont plus ou moins convaincu.

D'après ces résultats, il y a une forte corrélation entre les deux variable et que la population cible (46%) disent que la création de la NAP affecte leur condition de vie car la pêche est pratiquée par toute la population à des fins commerciales et pour nourriture. D'autres par l'interdiction de la culture de riz dans les AP va beaucoup se répercuté dan l'économie de certains ménages. Ceci a été interdit du fait qu'ils se lancent dans des feux de zetra ou « tevy zetra » ou encore le « doro zetra ». Le premier consiste à dénuder les zetra pour cultiver le riz sinon le riz ne pousse pas tandis que le second consiste à brûler les Zetra. Comme la vie des ruraux malgaches est dépendante de l'agriculture, l'augmentation des surfaces à cultiver est le seul moyen pour plus de production. De ce fait, dans un souci de multiplier les surfaces à cultiver, et d'autre part suite au problème de non activité pour les pêcheurs durant les fermetures de la pêche, ils se livrent aux tevy zetra et doro zetra. Notons que les zozoro récolté dans les zetra sont aussi génératrice de revenu car ils sont avant tout des matières premières pour l'artisanat.

La position des 43% s'explique du fait qu'ils sont convaincus que la mise en place de l'aire protégée est très bénéfique pour les ressources naturelles qui y vivent mais aussi pour les communautés locales. En effet, la NAP permettrait une meilleure reproduction des poissons suite à la protection des zones de fraie ; elle offre également un maintien de la couverture végétale des zetra suite à l'interdiction des feux de zetra, et les coupes contrôlées des zetra. Par ailleurs, la protection des zetra réduit aussi les risques d'érosion car les zetra filtrent l'eau. A ce propos, d'après l'estimation locale le niveau du lac pourra diminuer suite au phénomène d'envasement ou d'ensablement et que la disparition du lac est à craindre d'ici une vingtaine d'année si les érosions ne cessent d'augmenter. Les zetra sont aussi déterminante pour la survie des Bandro. En effet, d'après certaines personnes il n'est pas rare de trouver des bandro regagner les berges puis les villages aux abords du lac pour trouver refuge et de la nourriture suite aux feux de zetra dévastatrices.

Pour les cas des personnes neutres quant à l'impact de la mise en place de la NAP sont conscients de la menace qu'exerce l'anthropisation de l'action de l'homme mais ils doivent aussi se nourrir et vivre.

II- L'Aire protégée, une Arme a double tranchante (En même temps, améliore et déprécie la vie des collectivités)

Comme nous le savons, nous vivons dans une aire de mondialisation et que l'idéal type du développement se réfère à celle de l'occident. Ce contexte de mondialisation s'est orienté vers une quête du développement durable dont la finalité est de préserver la génération future tout en permettant à la génération présente d'en jouir. C'est dans ce cadre que les aires protégées ont été créées, car la conscience écologique est devenue une préoccupation universelle suite aux méfaits des actions humaines sur l'environnement. C'est dans cette optique et suite au fait que Madagascar regorge de ressources naturelles et surtout des espèces endémiques que les aires protégées ont été multipliées dans le pays. En effet, l'aire protégée apporte en même temps le développement mais aussi peut amener à un sous-développement. Dans les pays en voie de développement comme Madagascar le changement des techniques de production nécessite un certain processus car il ne s'agit pas seulement de les diffuser, l'appropriation de ces techniques est plus complexe qu'on l'imagine. C'est dans cet ordre d'idée que K.MARX a souligné que: « *Les changements dans les fondations économiques s'accompagnent d'un*

bouleversement dans tout l'édifice. »²⁸. D'après ce point de vue, l'innovation des techniques de production ne se limite pas seulement au changement de méthode de travail au sens strict du terme, mais s'étale à tous les éléments du système productif. A ce propos, il convient de souligner que le mode de production est avant tout une culture et que pour les malgaches le respect de ce dernier est déterminant en termes de réussite. C'est ce qui nous amène à dire que l'opération du changement des techniques de mode de production doit avant toute chose tenir compte de la culture locale et s'y adapter. Autrement dit, il faut tenir compte de la portée des techniques nouvelles surtout sur le plan culturel et social étant donné que leur appropriation est fonction de leur compatibilité au mode de vie et au mode de production locale. Aussi, introduire brusquement, diffuser hâtivement et appliquer aveuglément ces techniques modernes ne constituerait-il pas une source de dysfonctionnement au sein de la société. De ce fait, un ajustement au rythme de l'assimilation locale est impérative car avant de les approprier la population doit se convaincre de leur bien fondée et de la compatibilité de ces nouveautés avec les traditions puis se prépare au fur et à mesure à opter pour de nouvelle mode de production. Le tableau suivant nous renseigne sur la position de la population locale sur les techniques modernes de production.

Tableau 12 : Perception de la population cible sur les nouvelles techniques

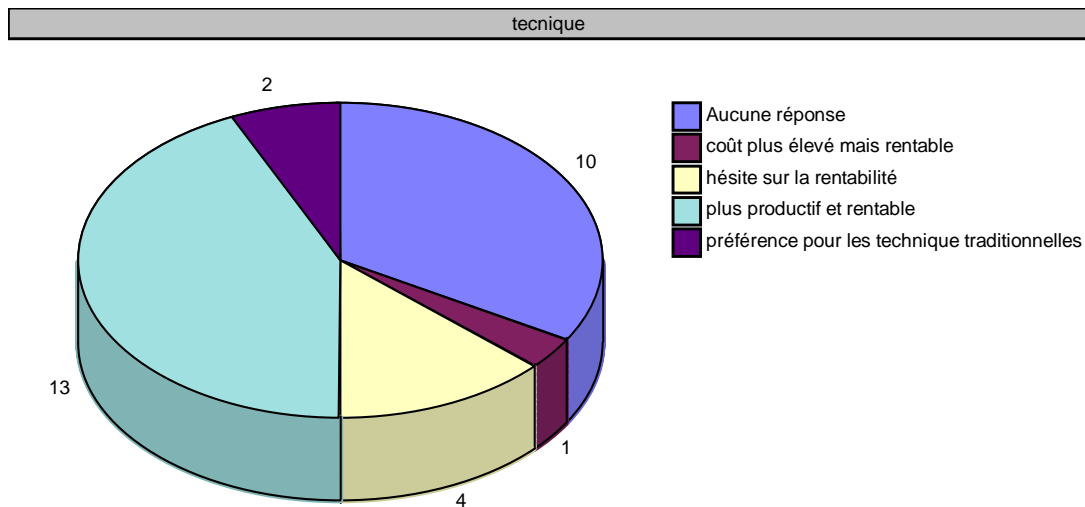
7) Que pensez-vous des techniques modernes de production dans le cadre des projets AGR de compensation des pertes relatif à la mise en place de la NAP par rapport aux techniques traditionnelles?

technique	Nb. cit.	Fréq.
Aucune réponse	10	33,3%
coût plus élevé mais rentable	1	3,3%
hésite sur la rentabilité	4	13,3%
plus productif et rentable	13	43,3%
préférence pour les technique traditionnelles	2	6,7%
TOTAL OBS.	30	100%

Source enquête personnelle 2015

²⁸ Donnée sur l'idéologie de K.MARX version PDF

Figure 3 : Perception de la population cible sur les nouvelles techniques



Interprétation

A la lecture des résultats, nous pouvons voir que les pour sont majoritaire avec 43% contre 6% de contre. Mais après une analyse on remarque que les hésitations sont considérables avec une totale de 46.6% (33.3%+13.3%) dans lequel les avis se partagent sur le souci de l'incompatibilité avec la technique et la culture locale mais aussi sur la rentabilité des nouvelles techniques. D'autres parts, le silence des 10 personnes a été interprété comme une hésitation car à notre connaissance notre question a bien été comprise et qu'effectivement ils n'auraient pas eu de mal à dire leur point de vue si leur avis sur la question n'était pas partagé. Parmi les 13 personnes soit 43,3% qui penchent sur les techniques nouvelles les en qualifient de plus productif et plus rentable dont 1 seul est conscient de son coût plus élevé. Ainsi, cette portion d'individu est convaincue de la nécessaire amélioration de leur technique de production car les anciens n'arrivent plus à couvrir leur besoin en rendement. En effet, le contexte actuel du mode de production traditionnelle n'arrive plus à suivre le rythme des besoins des paysans car non seulement les moyens de productions se font rares et précaires mais aussi que leur extension n'est pas à la portée de tous. Même les *valin-tanana*²⁹ commence à diminuer car ils mobilisent beaucoup de temps sans rémunération or l'alimentation de la famille en dépendent. De ce fait, faute de moyen financière les paysans malgaches se tiennent aux quelques superficie à la portée de leur force productif et financière.

²⁹ C'est la gratification de la main d'œuvre offerte ultérieurement. Plus précisément, en travaillant gratuitement pour un individu dans certaines activités, cet individu bénéficiera également d'une main d'œuvre gratuite de la part du premier. A présent, cette pratique n'est en vigueur que dans le monde rural et surtout dans le secteur agricole ou dans la construction des cases d'habitation.

C'est la raison pour laquelle la réforme en technique de production est plus appropriée en vue d'une augmentation de la productivité paysanne.

Les 46,6% d'hésitation s'expliquent suite au fait qu'ils ne sont encore incertains sur le bienfondé de ces techniques nouvelles quant à sa rentabilité et à sa compatibilité avec les traditions locales surtout en terme de rite et de pratique locale à l'instar du *valin-tanana*. Dans ce sens, la machinisation de certaines activités est considérée comme une menace à la perpétuation des *valin-tanana*. D'un autre côté, c'est le fondement même des techniques nouvelles qui sont à craindre d'être incompatible et de marginaliser la culture locale. Néanmoins, ces individus sont aussi conscient d'une nécessité de développement technique pour pouvoir produire plus et d'être en mesure d'augmenter les *ambim-bava* ou les restes non consommé affectés à la commercialisation. Par ailleurs, ils craignent également que ces techniques ne soient pas à leur portée financière et intellectuelle.

Pour le cas des 2 individus, ils sont fidèles à la connaissance traditionnelle et estiment que si les ancêtres ont produit de cette manière c'est que ces techniques sont bonnes. Ils mettent ainsi en cause la fiabilité des nouvelles techniques qui ne sont pas adaptés aux conditions locales (financières, compétence, qualité des terres,). C'est ce qui rejoint les propos d'Olivier de Sardan : « *les paysans se refuseraient à rentrer dans l'économie moderne et se réfugieraient dans l'autosubsistance et les solidarités anciennes,.....l'économie paysanne n'a pu être capturée, dominée, absorbée, transformée par le capitalisme, malgré les efforts de ce dernier, et au contraire lui résiste fort bien. Le mode de production paysan précolonial, inséré dans un système de solidarités, d'échanges, et d'obligations morales fondé sur les liens « affectifs » de la parenté, de l'alliance ou de la résistance, fournit à tous un filet de sécurité et une assurance contre les risques* ». ³⁰ Par ces mots, l'opinion des contres est justifiée par la méfiance de la modernité qui a tendance à remettre en cause les traditions jugées trop archaïques et non appropriée au contexte de la mondialisation. Effectivement comme l'a affirmé l'auteur, pour les paysans il est plutôt question de valeur que de simple pratique. Une mutation technique serait pour les défenseurs de la tradition une trahison et un refus de perpétuer les us et coutume donc se traduira à une malédiction de la génération et de la productivité en particulier.

³⁰ Jean-Pierre Olivier de Sardan « Anthropologie et développement Essai en Socio-Anthropologie du développement Social »Marseil :APAD ;Paris,Karthala,Editeur,1995,221p Collection Homme et société p.

CHAPITRE IV : DISSENSION ENTRE LES INDIVIDUS CONSERVATEURS ET INNOVATEURS

I- Une divergence d'opinion fondée sur les valeurs

Etant donné qu'on vit dans une ère de mondialisation et d'individuation, le monde rural malgache présente des dissensions caractérisées par une divergence d'opinion entre ceux qui optent pour des changements à la méthode occidentale et d'autres qui préfèrent s'en tenir aux habituelles pratiques traditionnelles. Ce fait de conservatisme est expliqué par G. Althabe à travers la population villageoise qui se méfie des étrangers et de l'Etat. A titre de réflexion, l'Etat dans ces décisions et actes ne fait qu'asservir la superficialité imposée par la modernité occidentale et c'est ce qui a favorisé un pouvoir fictif pour l'Etat mais légitimé par les communautés locales. Nous faisons ici référence les éléments du système traditionnel en général à travers les *Doany* et les *Tromba*,.... C'est dans ce cadre qu'il a parlé de dynamisme au sein de la société traditionnelle malgache, car selon lui ces rites ont pris naissance après la période coloniale faute de confiance à un Etat jugé de marionnette des colonisateurs. Ainsi, une partie des communautés a préféré se tourner vers les ancêtres à travers les *Tromba* et les *Doany*. En fait ces rites se fondent sur le pouvoir des ancêtres en termes de bénédiction et de devenir. Aussi, les ancêtres restent ils les seuls aptes à prendre des décisions rationnelles pour le bien être des générations présente et future et dont la bénédiction est déterminante. De nos jours, une troisième sphère s'est beaucoup développée pour vaincre la pauvreté chronique que l'Etat n'a pas pu jusqu'ici surmonter. Il s'agit des sectes qui ne cessent d'augmenter ses adeptes pour une soit disant quête spirituelle dirigeant les actions sur terre pour de meilleure condition d'existence et surtout de préparer la vie de l'autre de là.

Avançant dans ce même ordre d'idée, Balandier (G) met en exergue que: « *la dynamique sociale est inhérente aux structures même de la société et active en permanence.....et où dépendra de deux facteurs interne et externe ...donc une dynamique du dedans que d'une dynamique du dehors et où toute société est génératrice d'ordre et de désordre.* »³¹ Ce qui signifie qu'il n'existe aucune société qui soit statique même conservatrice ne soit-elle. Et toute société connaît un changement où il y a une dynamique de reproduction, la dynamique de transformation et enfin la dynamique de rupture. Ils constituent le fondement de l'idéologie de

³¹ Extrait de George BALANDIER (1971) *Sens et puissance*, PUF pp.13-16

Balandier. Appuyer par un autre chercheur qui partage un même point de vue sur le caractère dynamique commun à toute société. On parle de Fichter (Joseph-H.) (1957)³² qui affirmé que : *« toute société et toute culture, si traditionnelles et conservatrices qu'elles soient, subissent constamment le changement »*. De ce fait, le changement n'est pas propre à la société moderne, mais encore faut-il voir sa nature dans les sociétés qualifiées d'arriérées.

La réalité que nous avons pu constater reflète cette vision de Balandier puisqu'il y a affrontement indirecte entre deux idéologies traditionalisme et modernisme. Pour survivre, le traditionaliste doit impérativement s'adapté au modernisme sinon il disparaîtra à petit feu puisque le modernisme gagne de plus en plus de terrain et est de plus en plus considérés comme « lumière » par certains malgaches tandis que la tradition est de plus en plus marginalisé et conçue comme l'ombre et le démon chez certains. Les traditions à l'instar des rites et mythe comme les joro, les fady, le mode et rapport de production, les codes vestimentaires, la forme de communication ont connu et sont susceptible de connaître une transformation. D'un point de vue du dehors, ces transformations ont été inévitable pour la survie dans le sens où les pratiques habituelles n'arrivent plus à suivre le cours de la vie et notamment des besoins du présent. Mais aussi de l'intérieur à cause de la curiosité et le désir de changement. Cette emprise occidentale sur la culture locale s'est manifestée par l'importance donnée à l'argent qui semble aussi gagner du terrain en milieu rural. L'économie marchande est très développée dans laquelle les paysans se contente de tous vendre sans prévoir des réserve pour les jours à venir, car après tout, l'existence humaine est devenu fonction de l'argent. Plus on en a, plus on vit mieux. Et c'est là le défi des paysans qui ne savent comment faire à part de vendre le peu qu'ils ont.

Dans un tout autre domaine, la dualité est toujours présente en termes de confiance pour la guérison des maladies. Si pour certains ils nécessitent la guérison à l'occidentale à travers les soins médicaux dans les hôpitaux, d'autres préfèrent se tenir à la médecine traditionnelle perpétrée par les guérisseurs traditionnelles. L'avis de la population locale sur ce sujet est reflété à travers les réponses des enquêtés traduit dans le tableau ci-après.

³² Fichter (Joseph-H.) (1957), "Le changement" LA SOCIOLOGIE. NOTIONS DE BASE. Chapitre XV (pages 207 à 218). Traduit de l'Anglais. Paris: Éditions universitaires, 1965, 264 pages.

Tableau 13: Corrélation entre respect de tradition et maladie

12) Est-ce que les traditions et les fady sont encore respectées?

13) Où vont les gens quand ils sont malades ?

Tradition		
Moyenne = 2.66 'moyennement respectée'		
très respectée	1	3.4%
Respectée	9	31.0%
moyennement respectée	18	62.1%
peut respectée	1	3.4%
plus respectée	0	0.0%
Total	29	100.0%

Maladie		
Hopitaux	28	62.2%
Guérisseur traditionnel	13	28.9%
A l'Eglise	4	8.9%
Autres	0	0.0%
Total	45	100.0%

Groupe n°1					
	Hopitaux	Guérisseur traditionnel	A l'Eglise	Autres	Total
très respectée	1	0	0	0	1
Respectée	9	4	1	0	14
moyennement respectée	17	8	2	0	27
peut respectée	0	0	1	0	1
plus respectée	0	0	0	0	0
Total	27	12	4	0	43

Religion		
Moyenne = 2.63 'Religions traditionnel'		
Catholique	9	30.0%
Protestant	7	23.3%
Religions traditionnel	7	23.3%
autres	0	0.0%
nouveau religion	7	23.3%
Total	30	100.0%

Source, enquête personnel 2015

Interprétation

D'après le tableau, nous pouvons constater deux choses : d'abord la population respecte les traditions (respectées 31% et moyennement respectées 62%) contre 3% de peu respectées.

Nous pouvons remarquer que plus du quart des enquêtés (28,9%) estiment que la population locale a tendance à consulter les guérisseurs traditionnels en cas de maladie. D'une part cette réaction est justifiée par la cherté des soins médicaux dans les hôpitaux, ou du fait de leur inexistence dans certains fokontany et village. Ainsi, le coût est trop élevé car en plus des frais d'hôpitaux coûteux (soins et médicaments), les frais de transport sont aussi à prévoir. L'idée de payer plus pour une nécessiter d'effort physique qui n'est plus à la portée du malade

n'est pas à exclure. Il est à noter que des villages du fokontany d'Ambohitsilaozana n'ont pas de CSB I et CSB II comme les villages d'Ambaibo et d'Ambatofotsy. Selon nos enquêtes les maladies habituelles sont: la fièvre, diarrhée, toux, et l'appendicite et que la population locale ne parte pour les CSB qu'en cas d'aggravement de la maladie. Nous pouvons alors affirmer que la tradition en tant que valeur culturelle n'est qu'une idéologie pour les communautés villageoises. Mais n'empêche que certains enquêtés ont avoués qu'aller vers les guérisseurs traditionnels sont moins coûteux qu'aller à la CSB puisqu'il y a les frais de la consultation mais aussi les médicaments. Le manque d'argent est certes un des facteurs qui conduit à cela mais il y a aussi l'habitus de la population habitant dans le site.

Par ailleurs, la perpétuation des traditions est également vérifiable dans le secteur agricole. C'est le cas des nécessités de joro avant les récoltes ou avant de semer le riz. C'est ce qui nous emmène aux dires de Coquery-Vidrovitch³³: *« ...les techniques agricoles traditionnelles constituent apparemment pour l'agronome moderne, un système à la fois complexe et figés par des rites à résonance religieuse, qui délimitent de façon strict ce qu'il faut planter, où et quand il faut préparer le sol,...toutes opérations plus ou moins présidées par le chef de terre et accompagnées d'un cérémonial précis, qui guide également l'alternance, l'ordre et la proximité des plantes cultivées »*. Ce qui signifie que le mode de production constitue chez les autochtones quelque chose d'ineffable. C'est un lien qu'entretiennent Dieu, les ancêtres, la nature et l'homme où règne le respect et l'harmonie lesquels les étrangers ou les agronomes ne peuvent comprendre et ne voient que des choses anodines et complexes pour répondre à de faux besoins imaginaires. Les sociétés traditionnelles malagasy se fondent sur le culte des ancêtres car ces derniers entretiennent un lien direct avec Zanahary³⁴, qui est maître créateur et décideur de l'existence humaine. En effet, comme dans la plupart des régions de Madagascar, les localités du site Lac Alaotra sont encore moyennement attachées au culte des ancêtres comme dans le fokontany d'Ambohitsilaozana où il existe deux *Doany* : l'autre se trouve à Ambodivoara et l'autre à Andoka dans un *lava bato* et dont les valeurs et principes sont encore très craints par la population. Cependant les pouvoirs des autorités traditionnelles commencent à disparaître sur la population. Leur présence garantit un lien inaliénable entre Zanahary, Ancêtre et les hommes qui sont rassemblés à l'aide de la tradition où les communautés auront peur d'être châtiées par les

³³ Coquery-Vidrovitch (C.), Les paysans africains : permanences et mutations, Société paysannes du tiers-monde, p 25 textes réunis par Catherine Coquery-Vidrovitch, 1981 Presses universitaires de Lille 3, 271 pp 28-29

³⁴ Zanahary (Dieu) avec qui les ancêtres sont en relation directe, les autorités traditionnelles (roi, aîné du village) sont par contre les représentants de Dieu sur terre

ancêtre s'ils n'observent et ne respectent pas la tradition. La philosophie des malgaches en effet se base sur l'existence d'une autre vie au-delà de la mort, et c'est là seulement que commence la véritable vie. Et tous ce qui se passe dans la vie (bonne ou mauvaise) sont dû à *Zanahary*. D'où *Zanahary* peut en même temps tout donner et tout reprendre. C'est en ce sens que pour les communautés locales, la réussite sociale est fonction de l'observation des us et coutumes. Pour le Malagasy le hasard n'existe pas, tous les faits sociaux émanent de *Zanahary* auprès de qui interviennent les ancêtres. Les *lahatra* (destin) et les *vintana* (chance) sont les faits de *Zanahary*.

De l'autre côté il y a des individus qui sont contre cette vision et croient que les personnes qui se fient à la religion ancestrale sont des damnés et qu'ils ne vont jamais se développer. Cette catégorie de personnes sont constituée de ceux qui ont quitté les villages pour rejoindre les villes et sa civilisation et ceux qui se sont tournés vers les sectes et qui ne trouvent de vérité que dans ce qu'on les a prêché. Ces personnes (en contact avec la civilisation occidentale) s'accordent à dire que le mode de production ne répond plus aux besoins de la population et qu'il faut le moderniser en se référant aux techniques nouvelles. Ils pensent que la technologie moderne peut produire beaucoup plus car avec l'emploi des matériels plus évolués on peut produire plus en un minimum de temps. Particulièrement, pour les sectes estiment que ce sont les prières aux démons à travers les *joro* réalisés par certaines personnes à chaque récolte qui est la source de la pauvreté, des maladies et du peu de rendement de la récolte, c'est pourquoi il s'en remettent à DIEU.

Bref, nous avons constaté que la réticence pour la modernité est surtout d'ordre idéologique que pratique car il est inconcevable pour certaines personnes de se tourner vers une culture étrangère en dévalorisant la sienne. Ici c'est plutôt la colère des ancêtres qui est à craindre que la rentabilité ou l'efficacité de la nouvelle méthode.

II- Conflit entre pouvoir traditionnel fictif et Circonscription

Il est à noter que durant nos études monographiques la Commune rurale d'Ambohitsilaozana est également marquée par une cohabitation de deux de pouvoirs comme la quasi-totalité des localités du pays c'est à dire le pouvoir administratif et traditionnel. Le premier portant sur l'administration territoriale est exercé, au niveau local, par les Maires et les Chefs Fokontany, le second qui adresse les coutumes est l'apanage des *Tangalamena*. Cependant, depuis ces dernières, les *Tangalamena* perdent de plus en plus de leur ascendance sur leurs sujets. Dans celle-ci nous adopterons l'approche de (G) Althabe qui est similaire à celui de Balandier.

L'œuvre de ce dernier intitulé Oppression et libération imaginaire reflète la réalité Malgache qui est encore d'actualité. Il a souligné que: « *la décolonisation à engendré l'émergence des royauté fictive (Tromba nord-est et doany sud-ouest) et où ce dernier sont des phénomènes qui cristallisent les crises internes au village dans leurs relation avec l'autorité Etatique .Et conclut qu'en dehors de toute conjoncture de lutte politique, il n'y a pas de transformation réelle. L'Etat dite Fanjakana n'est alors pour les villageois n'est qu'une autorité fantoche des français.* »³⁵. C'est ce problème que nous venons de citer qui est en effet le fond du problème et répond à la question pourquoi la population ne fait pas confiance à l'Etat. Le conflit indirecte entre le pouvoir traditionnel (fictif) et l'administration est encore d'actualité dans à Ambohitsilaozana où les gens se méfient des étrangers et surtout de l'Etat. Ainsi, ils préfèrent se tourner vers les Tangalaména qui vie avec eux, les comprends et régularise la vie sociale en valorisant les savoirs faire et sagesse ancestraux. Le tableau ci- après va nous en dire d'avantage.

Tableau 15: Relation entre Tangalaména et Autorité administrative

10) comment voyez-vous la relation entre Autorités traditionnelles et les Autorités administratives?

11) A qui la population se fie-t-elle le plus ? Au Tangalaména ou au chef fokontany?

confiance			Groupe n°1				
			Fokon tany	Tangal aména	autres	Total	
Fokontany	8	26.7%	1	4	0	5	
Tangalaména	21	70.0%	1	0	0	1	
autres	1	3.3%	3	6	2	11	
			2	5	1	8	
			0	2	0	2	
			72.00 et plus	1	2	0	3
Total	30	100.0%	8	19	3	30	

³⁵ Suzanne CHAZAN « Anthropologie politique d'une décolonisation »Version PDF p.3

Groupe n°1							
	Bon	neutre	mauvais?	Total	relation		
Fokontany	3	5	0	8	Bon	6	20.0%
Tangalaména	3	17	1	21	neutre	23	76.7%
autres	0	1	0	1	mauvais?	1	3.3%
Total	6	23	1	30	Total	30	100.0%

Source Enquête personnel 2015

Interprétation

La population ne perçoit pas de problème dans les relations entre Autorités traditionnelles et Autorités administratives. En effet, 76 % trouvent que leurs relations sont normales. 20 % disent même que c'est excellent. Seule une minorité de 3 % pense que les relations sont plutôt mauvaises. Sur la question de confiance, 70 % font plutôt confiance aux Tangalaména. Contrairement à ce qu'on peut penser, ce n'est pas seulement les personnes âgées qui portent une confiance au Tagalaména mais c'est aussi le cas de la jeunesse montante. D'après les résultats fournis dans le tableau ci-dessus, l'effectif des âgés de moins de 60 ans (10) est plus nombreux que ceux de 60 et plus.

Soulignons que 3 % ont confié qu'ils n'ont confiance qu'en leur famille.

Il est à noter qu'avant 2009, comme nous l'avons déjà dit précédemment dans la monographie les litiges entre membres des communautés ont été d'abord résorbés par le *Tangalaména* comme : le dispute de couple, les querelles simples entre voisins qui ont porté sur la divagation des bœufs dans les champs de culture etc...avant que les litiges soient transmis aux niveaux du commune. Mais depuis l'année 2010, les parties en conflit se passent des Tagalaména pour tout de suite porter plainte auprès des instances administratives. C'est seulement les affaires non résolues par les instances administratives (Fokontany et Commune) qui sont traitées par les Tangalaména.

L'appareil administratif et les autorités traditionnelles sont alors en conflits indirectement puisque les présidents du fokontany et les maires accusent les Tangalaména à se méfier de la circonscription et les Tangalaména de l'autre côté accuse les fokontany et la mairie de les marginaliser indirectement et de ne plus reconnaître leurs autorités au niveau de la population. Herscovits aussi décèle cette réalité en disant : « *Lorsque les changements leur ont été*

*imposés, ils ont aussi réagi en fonction de leur expérience, avec une complaisance apparente et une répugnance intérieure, ou avec une intransigeance déclarée, ou en réinterprétant la nouveauté dans un sens traditionnel. »*³⁶ De ce points de vue, la population est conscient qu'ils ne peuvent ignorer les décisions prises par l'Etat mais encore est-il que toute chose n'est pas toujours bonne à appliquer. Ils les ajustent en fonction de leurs savoirs empiriques sachant qu'au fond ces nouveautés ne sont pas si impeccables qu'on puisse le penser. De ce fait, ils se contentent d'une interprétation traditionnaliste des nouveautés pour ne pas s'égarer dans la culture étrangères au détriment de la culture ancestrale qui a permis à plusieurs génération à survivre et ce dans de meilleures conditions. Néanmoins, les conditions ne sont plus les mêmes suite à la croissance démographique sans précédente, au changement climatique néfaste à la productivité agricole ou encore au problème foncier.

³⁶ Op.CIT Melville J. Herskovits (1950) p.176

Les us et coutumes ne sont pas statiques, ils peuvent être adaptés à l'évolution du contexte qui prévaut. Nous avons vu ci-dessus que bien que les communautés ont toujours utilisés les techniques traditionnelles, 43% des enquêtés sont prêts à essayer les techniques modernes et 6 % hésitent encore. Ils veulent avoir des preuves que les techniques modernes sont vraiment performantes. Sur un autre chapitre portant sur le respect des traditions, la majorité avec un taux de 62 % affirment qu'ils sont moyennement respectés. Enfin sur la question de confiance, 70 % confient qu'ils ont plutôt confiance aux *Tangalamena* qu'aux Chefs Fokontany. Ce sont là autant d'indices qui d'une part, indiquent que les communautés ne sont pas contre le changement ou la modernisation, qu'elles continuent de respecter les traditions mais jusqu'à un certain point. Autrement dit, elles respectent les traditions qui sont encore adaptées au contexte actuel et que les traditions qui pourraient saper le développement ou l'amélioration de leur cadre de vie sont contournées. D'autre part, sur la question de confiance, la grande majorité affirme faire plutôt confiance au *Tangalamena* qu'au chef Fokontany. Ce fait s'explique surement par la peur de s'aventurer dans l'inconnu. Les communautés souhaitent évoluer mais pas à l'aveuglette. Elles préfèrent de loin écouter le *Tangalamena* qui est le gardien des traditions même si elles ne suivent pas toujours ses conseils. Quant au chef Fokontany, il représente l'inconnu même s'il vit parmi elles. En ce sens, le Chef Fokontany représente l'Etat qui a tendance à imposer. Le chef Fokontany n'a d'autre choix que de respecter les directives qui lui sont données même si ces directives sont en contradiction avec les réalités locales

PARTIE III : DISCUSSION SUR LES AIRES PROTEGEES

«*Le développement durable est un développement apte à répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité de répondre aux besoins des générations à venir*». Tels sont les finalités du développement durable et le fondement de toute aire protégée. C'est donc en réponse à cet objectif diachronique que la prise en main des écosystèmes présentant un état critique des espèces endémiques a été initiée. En effet, la pression humaine est une des principales menaces à l'intégrité des faunes et flores et particulièrement les espèces endémiques. C'est ce qui nous amène à dire que l'implication des communautés locales est primordiale en termes de pérennisation de la mise en place de la NAP Lac Alaotra. Aussi, la participation effective ne constitue-t-elle pas une garantie pour la diminution de la surexploitation de l'écosystème en question ? Comment se présente la légitimité de cette nouvelle gestion au niveau des communautés locales utilisatrices ? Qu'en est-il des liens sociaux inter et intracommunautaire ? Ce sont là des questions nécessitant une réflexion du fait que l'écosystème lac Alaotra représente toute une vie pour les communautés locales et les impacts occasionnés par sa nouvelle gestion n'est pas à négliger.

CHAPITRE V: AIRES PROTEGE ET DEVELOPPEMENT LOCAL

I- Une participation locale déterminante

Système à vocation conservatoire, les aires protégées tendent vers une amélioration de l'état sécuritaire voire reproductive des ressources écologiques qui les constituent. C'est ce qui fait de l'action humaine locale comme élément clé de son intégrité. Comme nous l'avons suscité, la NAP Lac Alaotra constitue une source de vie pour la population locale et dont la dépendance est certaine. Bien effectivement une nouvelle gestion a été mise en place et ce en impliquant des représentants des communautés locales, mais qu'en est-il de ceux, hostiles à la NAP ? C'est là le défi majeur car la garantie de l'intégrité de la NAP est fonction de la participation effective de toute la population locale en générale et de la population utilisatrice en particulier.

En effet, l'implication de la population locale est impérative mais encore faut-il qu'une participation encouragée par des renforcements des capacités et des motivations soit effective. A cet effet, nous constatons que jusqu'ici la notion d'implication s'est limitée à des activités de surveillance dans les zones réglementés, bref à de simple tâches sécuritaire routinières. Et c'est d'après nous une des failles qui menace la pérennité des aires protégées. En fait, la mise en place de la NAP et les restrictions qui s'en suivent ne sont pas toujours légitimés par la population locale et se traduisent souvent par des conflits inter et intra-communautaires. C'est en ce sens que nous estimons que la participation active de la population locale dans les processus de sensibilisation avant et après la mise en place de la NAP sera un élément catalyseur à ne pas négliger. En fait, il est commun à toute localité rurale que l'influence locale est à la base du progrès en termes de changement de comportement surtout dans notre cas d'espèce où la conviction des protectionnistes n'est pas facile à ébranler. L'absence des séances de sensibilisation et d'échange intracommunautaire sur la NAP n'a pas du tout été comblé par la sensibilisation technicienne. C'est ce qui explique d'après nous le conflit persistant entre la population locale sur le défrichement continu des zetra malgré les mesures de sécurité prises. Là encore, nous constatons une lacune flagrante car d'après les opinions locales leurs efforts de patrouille sont en vain suite aux délits non verbalisés et ou non poursuivis favorisés par une corruption accentuée au niveau de différentes instances. A cet effet, nous préconisons un renforcement des Dina tant en application qu'en vulgarisation. Le fait est que le contenu des Dina ne sont pas connu par certaines personnes sans parler des

sanctions financières exorbitantes. En théorie le non-paiement des *vonodina*³⁷ donne lieu à une poursuite judiciaire. Néanmoins, dans la pratique, les réalités malgaches semblent laisser place à une situation d'indulgence devant le poids du *fihavanana* sans parler du manque de légitimité des Dina qui reste problématique.

II- Une ambiguïté fonctionnelle locale pesant sur la stabilité sociale et environnementale

L'adoption d'une nouvelle mode de gestion est assez complexe surtout pour les représentants locaux qui semblent se perdre dans une nouvelle structure. En ce sens, les rôles et fonctions des parties prenantes sont souvent méconnus par la plupart et du coup se fait beaucoup sentir dans les processus de prise de décision. A titre illustratif, nous pouvons nous référer au conflit de compétence permanent quant au traitement des actes délictueux. Il y a également des immixtions répétées des élus qui constituent une vraie source de conflit. En tout cas, ces confusions de compétence ne font qu'affirmer la fragilité de la gouvernance locale. Sur ce point, notre passage sur terrain nous a permis de voir que cette dernière a surtout été la résultante d'une politisation accentuée de l'incapacité locale en termes de gestion de conflits ainsi que de leur impuissance devant les exploitations illicites des zetra perpétrées par un groupe de rebelle. On pourrait penser que cette situation a tiré l'exemple de la récente exploitation dévastatrice de l'AP de Didy (District d'Ambatondrazaka) où les responsables locaux ont trop tardé à maîtriser la situation.

Par ailleurs, nous pouvons également remarquer que le manque de coordination est aussi à la base de ce flou fonctionnel. Dans cet optique, nous estimons qu'une maîtrise totale des rôles et fonctions est encore un grand défi. En fait, le silence des représentants locaux dépourvus de compétence sur le système de la nouvelle structure de gestion semble profiter à une minorité manipulatrice qui tente de remettre en cause les bienfondés de la mise en place de la NAP avec tous les changements qui s'en suivent. Aussi pensons-nous qu'une amélioration de la coordination est impérative pour une meilleure opérationnalité des responsables locaux, qui est fonction de la qualité du flux d'information.

³⁷ Sanction du Dina. Dans la plupart des cas, les sanctions financières sont privilégiées par rapport aux sanctions en nature

III-Des mesures d'accompagnement mal organisée

La création de la NAP Lac Alaotra a été accompagnée par des restrictions sur l'accès et l'utilisation des ressources naturelles donc indirectement sur les sources de revenu de la population locale. Conscient de ce fait et sous l'influence de la Banque mondiale, l'Etat malgache a mis en place un plan de sauvegarde sociale et environnementale (PSSE) dans le souci de compenser les pertes occasionnées par la mise en place des NAP. En effet, cette dernière est impérative pour toute entité gestionnaire dans le sens où la vulnérabilité de la population locale est une menace à la pérennité de la NAP. En tant que mesure d'accompagnement, le PSSE s'axe sur les micro-projets d'activités génératrices de revenu (AGR) et de petites infrastructures privilégiant les nouvelles techniques de production estimées plus appropriées au contexte locale (problème en moyen de production, productivité,...). C'est là un défi majeur à opérer car le changement de mode de production en milieu rural requière le respect d'un processus. C'est d'après nous une négligence souvent répétée par les acteurs de mise en œuvre des projets de développement qui a pour conséquence le non appropriation de ces projets par une partie des bénéficiaires. C'est ce qui nous doit la qualification d'un cimetière de projet. A titre de réflexion, nous pouvons avancer que le changement culturel demandé par les projets de développement en termes de mode de production est trop brusque pour une population attaché à des anciennes méthodes. Qui est renforcé par Sardan ou il dit que les causes des échecs du projets sont : *« une absence d'études préalables, une non-prise en considération des réalités locales, une mauvaise définition des objectifs, un encadrement défectueux, la lourdeur des procédures imposées par les bailleurs de fond, l'incompétence ou la vénalité des cadres nationaux, l'ethnocentrisme des experts étrangers, etc. »*³⁸ A ce propos, l'effet de surprise pour le changement des techniques de production se caractérise généralement par une dualité de situation. Si d'un côté certains individus se lancent dans une immersion totale de la nouveauté, d'autres méfiant de s'aventurer dans des domaines inconnus préfèrent s'en tenir aux habitudes. En guise d'analyse, nous pouvons dire que dans ce contexte la méfiance peut se travailler à partir d'un processus de persuasion, qui pensons-nous se base sur la qualité de la phase de vulgarisation. Le fait est que les communautés n'ont pas été préparées ni consultées pour la mutation de technique de production. Ici, nous insistons sur la perception des individus sur l'objet du changement. Par-là, nous pensons que l'appropriation de la nouvelle technique dépend de la

³⁸JP Oliver de SARDAN Anthropologie et développement OP.CIT p.254

volonté de chaque individu qui est fonction de sa conviction sur les biens fondées du sujet en question. Et c'est là que la qualité et la diversité des techniques de vulgarisation est déterminante, donc ne doit pas seulement se limiter aux séances de renforcement de capacités.

IV- Aire protégée et développement local: une dynamique à deux vitesses

Les aires protégées et le développement local sont deux éléments complémentaires et interdépendants, en ce sens où l'intégrité des aires protégées est fonction du développement socio-économique des communautés et vice versa. En effet, si la mise en place des aires protégées s'accompagne de projet de développement et promettant un développement de l'écotourisme locale, c'est d'une part pour optimiser l'amélioration des conditions d'existence des communautés qui sont plus ou moins limité à l'exploitation des ressources naturelles. Donc, l'amélioration de l'un procure une garantie pour l'autre.

Cependant, le contexte actuel nous renvoi à deux composants avançant à un rythme différent et dont l'écart est considérable. Pour être plus claire, la dynamique aire protégée prend une avantage par rapport au développement socio-économique locale. En fait, un des reproches des communautés locales est le fait que la biodiversité est plus prisée que le bien être de la population, plus directement « *le bien être des bandro et plus important et préoccupante que le bien être de la population locale* ». Ce sont des mots courants pour les communautés riveraines des aires protégées, du moins pour ceux que nous avons visités. Pour notre part, ces dires s'expliquent du fait de la qualité et/ou d'un manque de sensibilisation des communautés locales. Certaines séances de sensibilisation semblent surtout se concentrer sur l'importance de la protection de l'environnement sans développer le devenir socio-économique des communautés, qui constitue la principale préoccupation de cette dernière. Par contre, d'autres conscient de cette préoccupation locale avancent des mesures d'accompagnement en mettant en exerce les projets AGR, et l'éventuelle développement de l'écotourisme.

Le fait est que jusqu'ici la promesse d'un développement socio-économique est toujours en attente et semble se réduire à de simple mot. Dans cette optique, nous pensons que le développement de l'écotourisme n'est pas suffisant pour y parvenir. Bien qu'elle apporte une amélioration de l'économie locale par l'abondance des visites éco touristiques et des recherches ainsi que le développement du secteur artisanal, la population locale n'en profite pas assez, du moins pour le moment.

Par ailleurs, une dynamique à deux vitesses car si actuellement la NAP a reçu un statut définitif et que les règles de gestion sont en vigueur ce qui se traduit par une restriction d'accès dans les noyaux durs (constitués de zone de frai³⁹) et des règlements d'accès dans d'autres (ZUD⁴⁰) ; les CFL⁴¹ sont opérationnelles, les projets de compensation des pertes des communautés locales n'ont pas jusqu'ici démarré. De ce fait, l'effet de la mise en place de la NAP se résume pour certains à une dépréciation de leur bien-être. Néanmoins, la majorité des communautés locales sont convaincues de l'importance de la NAP, que les poissons commencent à se faire rares, les feux de zebra détruisent les habitats et nourriture des bandes et font fuir les oiseaux,....

³⁹ Lieu de ponte des poissons, cette zone offre une meilleure viabilité des larves

⁴⁰ Zone d'Utilisation durable, l'accès y est autorisé mais est soumis à des conditions définies dans les règles de gestion élaborées en concertation avec les représentants des communautés et des services techniques. Généralement, le zonage est réservé pour les activités de pêche, d'agriculture, de collecte de matière première pour l'artisanat,...

⁴¹ Comité forestier local, représentant des communautés il s'assure de la surveillance du lac et du respect des règles de gestion quant aux activités d'exploitation des zones.

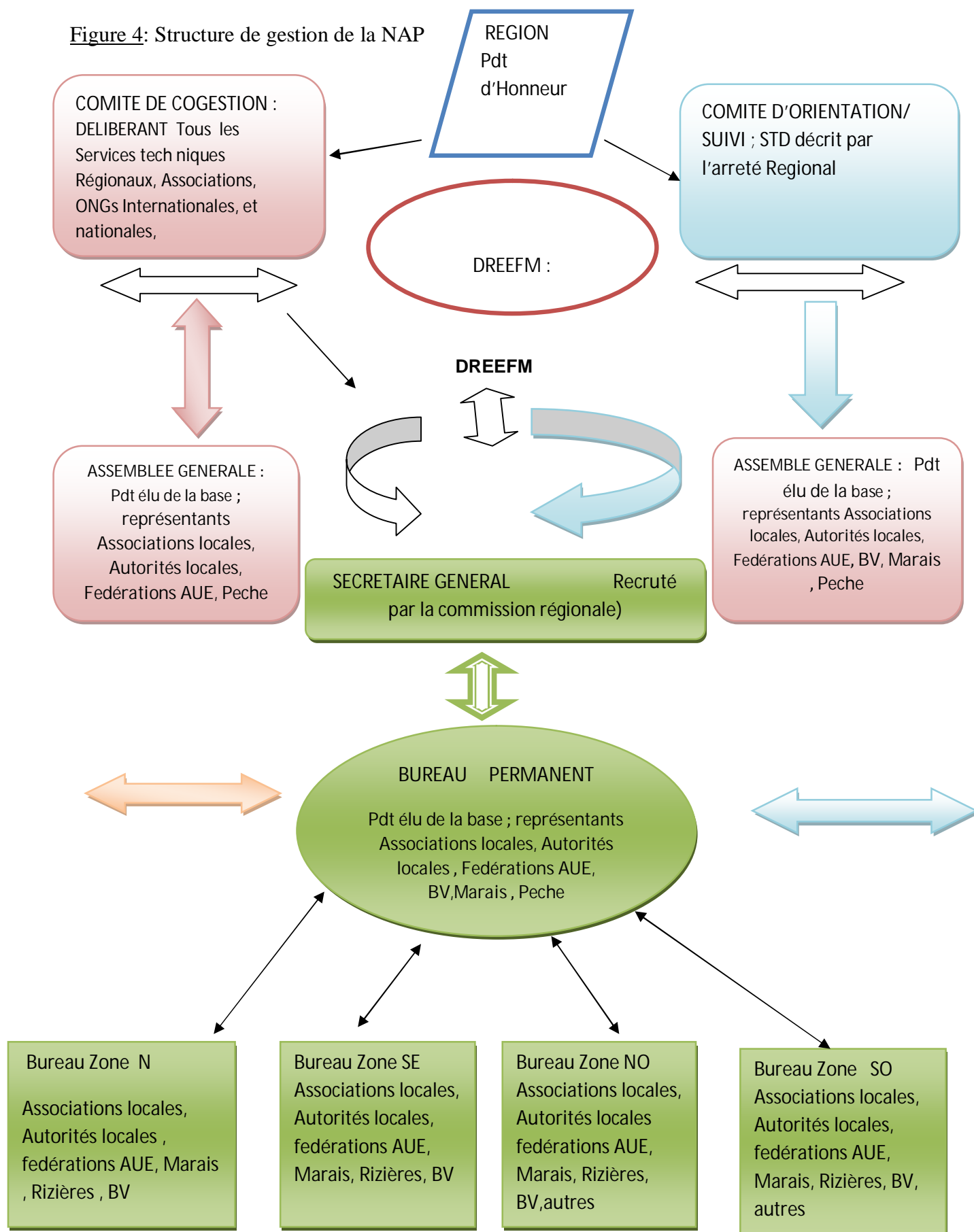
CHAPITRE VI : DE LA GESTION TRADITIONNELLE A UNE GESTION MODERNE

I- Vers une gestion technicienne des ressources naturelle

Les ressources naturelles constituent un héritage procurant un lien direct avec les ancêtres et sont dans certaine région de l'île vénéré à travers des rites culturels et des sacrifices. La croyance ancestrale suppose qu'après la mort, les ancêtres après avoir un certain processus de sacralisation habite les ressources naturelles, à l'instar des arbres, des crocodiles, etc. Ceci pour démontrer que les ressources naturelles sont chères pour les malgaches. Nous pouvons le remarqué à travers les règles assez stricte traduit en *fady* ou tabou comme le cas de l'interdiction de travailler la terre tous les mardis, jeudis et dimanche, afin de permettre à la terre de respirer un peu et d'offrir aux ancêtres propriétaire de la nature un temps pour en profiter (d'après les dires de la Princesse Dady hely de la Commune de Maromandia/ région DIANA). On peut également citer l'interdiction de faire monter les végétaux verts dans les villages aux abords du Lac Alaotra, ou encore la nécessité de réalisé un joro avant la collecte de riz, il y a également l'interdiction de manger les tortues dans certaines localités du sud. Voilà autant de fait qui nous mène à affirmer que malgré le fait qu'ils ont été dépourvus de savoirs techniciens, les malgaches ont su gérer les ressources naturelles à travers des méthodes ancestrales qui nous ont permis de profiter des ressources naturelles. Ce qui n'a pas été le cas de la génération actuel qui semble se limiter au moment présent en se lançant à une surexploitation des ressources naturelles. Chose normale d'après nous car l'une des sagesses des malgaches portant sur l'importance du fihavanana par rapport à l'argent sembles n'est plus suivi à la lettre. En effet, le poids de la pauvreté conjugué avec la quête du bien être à l'occidentale a favorisé la valorisation de l'argent qui s'est accompagné par un essor de la corruption. Tout est devenu fonction de l'argent et c'est d'après nous l'une des principales causes de l'exploitation excessives des ressources naturelles. En effet, la génération n'a pas été à la hauteur des ancêtres mais se sont contenté de jouir de ses héritages naturelles sans souci d'extension. Autrement dit, le travail de plusieurs générations s'est consommé en une seule génération.

Aussi, la gestion technicienne n'est-elle pas incontournable devant cette situation de ravage sans égales des ressources naturelles. En fait, cette nouvelle tournure en termes de gestion est sans doute l'une des moyens à préserver le peu de biodiversité qui nous reste, surtout les espèces endémiques dont la menace de disparition est estimée à un taux très élevé. Néanmoins, la réussite de cette succession de compétence est fonction de plusieurs conditions.

Figure 4: Structure de gestion de la NAP



Source : C.Mitsinjo Document Officiel PAG Lac Alaotra, Mai 2015

II- Commentaire sur la structure de gestion

La population locale n'est pas représentée dans le Comité de cogestion qui est le vrai organe délibérant qui est composé de tous les Services techniques Régionaux, les Associations et ONGs Internationale et/ou nationales. La coordination générale est assurée par la Direction Régionale de l'Ecologie, de l'Environnement, de la Mer et des Forêts (DREEMF). Le comité d'orientation et de suivi est composé des services techniques déconcentrés de (STD) qui sont désignés par Décret. C'est ce comité d'orientation qui détient en réalité le pouvoir car il oriente et dirige le Comité de cogestion sur les activités à réaliser, il assure également le suivi. Donc, le Comité de cogestion dans ses délibérations se limite aux activités proposées par le Comité d'orientation et de suivi.

En résumé, les représentants de la population locale, et encore, ils doivent être présentés par des associations locales ainsi que les autorités locales ne sont présentes que dans l'Assemblée générale qui joue un rôle consultatif puisque c'est le Comité de cogestion qui délibère. D'autres représentants des associations et les Autorités locales siègent également dans le bureau permanent. En réalité le bureau permanent joue un rôle secondaire. En effet, comme mentionné ci-dessus c'est la DREEMF qui dirige l'organe exécutif mais il a sous son autorité et sous sa supervision un Secrétaire général qui est recruté par la Commission régionale. On peut ainsi en déduire que le rôle du bureau permanent est un rôle de simple exécutant

III- Des restrictions d'accès non soutenu par certains

L'état critique des ressources naturelles qui s'est caractérisée par l'augmentation de la menace pesant sur les espèces endémiques, les feux de brousses, le braconnage a conduit l'Etat malgache à opérer une réforme sur la gestion des ressources naturelles. Cependant, cette décision n'a pas été approuvée par certaines personnes qui se sentent arnaquées et privées de leur droit. En effet, c'est plutôt le fait d'être privé des avantages immédiats de la nature qui n'est pas partagée par cette partie de la communauté. En d'autres termes, ils sont privés du moins limité dans leur activités génératrice de revenu, ce qui s'ensuit d'une dégradation de leur condition d'existence. Dans ce sens, c'est plutôt la diminution des zones de pêche qui pose problème sans parler des règles d'exploitation assez strictes de certaines zones.

Le fait de se sentir piégé par l'Etat n'est pas aussi à exclure car ce groupe de personne doutent encore du bienfondé des aires protégées. Pour eux, ce n'est qu'une ruse de l'Etat pour prendre leur terre et le donné aux étrangers comme ce fut à la période coloniale. Après la mise en place de la NAP, cette suspicion semble fondée pour ce groupe car des restrictions et de nouvelles règles ont été appliquées.

Tableau 16: Les unités de gestion avec leurs caractéristiques

Unité	Nom	Caractéristiques	Surface en ha
ND 1		Marais, végétation à deux strates	7 800
ND 2		Plan d'eau	4 981
Total superficie			12 781

Unité	Nom	Caractéristiques	Surface en ha
ZUD 1		Marais, végétation à deux strates, rizières	14 943
ZUD 2		Plan d'eau	16 785
Total superficie			31 726

Source, cabinet Mitsinjo document officiel du PAG, mai 2015

L'un des problèmes le plus pertinentes dans un aires protégée quand a pu rencontrer souvent c'est la manque de compétences, savoir et connaissances de la population cible sur les aires protégées. En effet, si la population cible a pour habitude de gérer les aires protégées a partir des coutumes et de leurs traditions, c'est-à-dire une gestion traditionnel elle se heurte en ce moment a des procédures très complexe. Celle-ci demande beaucoup de connaissance en loi

concernant l'environnement, les différents types de démarche administratives dans les fonctions, rôles et statuts des membres à l'instar des patrouille, des matérielles utilisés comme les GPS pour localisé un endroit ou présente un dysfonctionnement pour le mettre dans une carte, les paperasses dans les rapports, les plans de travail etc. La population locale, n'ont pas la capacité à fournir cette capitaux humain. Certes, celle-ci ont eu une formation, concernant la gestion moderne mais beaucoup d'entre eux ne savent ni lire et écrire et c'est rare qu'une membres est allé à l'université .D'où , sur la lois et dans les papiers il y a un cogestion participatif c'est-à-dire qu'on consulte leurs opinions sans forcément l'adhéré ;ou encore une cogestion conjointe ou ont doit respecter ce qu'ils disent mais en vérité, ce sont les responsables de l'extérieur qui dirige et font ce qu'il veut d'où le CFL(comité forestier locale) qui est le représentant de la communauté locale de structure de gestion a seulement un autorité fictive sur leurs statuts et leurs rôles a jouet là-dans. D'où, ce qui décident ne connaissent pas directement les problèmes qu'ils ont à trancher ; ceux qui sont sur le terrain et connaissent ces problèmes n'ont pas les pouvoirs nécessaires pour effectuer les adaptations et expérimenter les innovations devenues indispensables.

Pour notre proposition aux solutions, c'est que les formations qu'on donne ne doivent pas être fait rapidement mais en rapport de l'assimilation de la population cible, et qu'on doit le simplifier le maximum possible dans les vocabulaires et mots non compliqué. Faire persuader aux membres qu'il faut que leurs présidents soit quelqu'un qui sait lire et écrire mais aussi savent communiquer et partager ses savoirs aux autres. Les matériaux aux mains des CFL devront aussi au moins être en mesure de remplir leurs fonction mais non pas trop archaïque pour les motivés dans leurs rôles par exemples, les torches électriques, les GPS, des matériaux de bureaux comme des cahiers, stylos, Blanco tampon etc. mais aussi un ordinateur portable dans les zones qu'on trouve de l'électricité. Les éduquer à chercher de l'argents à l'aide des ressources qu'ils ont par exemples une cotisation par mois, une petite association ou coopérative qu'ils vont créer et chercher du marché par exemples la tomate etc.

Dans ce cadre, il convient de citer le Paradigme de Sauve : *« Pour pénétrer, une innovation technique doit s'ajouter au système technique et social sans les modifier ; dans le deuxième temps, en s'intégrant au système technique et social, elle transforme et induit ainsi un changement social »*. De ce fait, le plus important et que ces innovations ne doit pas être directement fait du jour au lendemain mais il faut d'abord renforcé la sensibilisation, vulgarisé les connaissances, et savoir, les guidés dans un lapse de temps pour qu'il se

familiarise avec la nouvelle forme de gestion moderne et enfin faire en sorte pour qu'ils soient volontaire et très actifs.

V- Un clivage social menaçant à travers la divergence des opinions locales

La mise en place de la NAP Lac Alaotra avec tous les changements qui s'en est suivi a fait place à un bouleversement social. En effet, les conséquences socio-économiques de ce changement sur le plan gestionnaire et organisationnel de la NAP Lac Alaotra a été très dure à encaissé pour une population qui s'est habitué à une liberté inconditionnelle sur l'exploitation des ressources naturelles.

La position sur la dégradation du niveau de vie suite à ces mesures de conservation est partagée par toutes les communautés locales. Cependant si une partie de la population se fient à la bien fondée de la création de la NAP et sont conscients de la nécessaire protection de l'environnement, d'autres s'opposent à cette idée de protection qui n'est autre qu'une stratégie pour s'emparer de la NAP Lac Alaotra à des fin commercial. Pendant notre séjours sur les lieux, la faussé qui s'est installé entre ces deux parties a pris une ampleur et devient inquiétant. En fait, la situation a été politiser et plus précisément la restriction d'accès dans certains zone du lac et le fait que les projets de compensations promises pour restituer les pertes n'ont pas toujours démarré. Bref, tout semble avoir une récupération politique car d'après quelques personnes il s'agit d'un groupe de rebelle privé des cultures de riz sur les zetra qui est à l'origine de ce remue-ménage. Le pire est que le *fihavanana* semble s'évincer petit à petit car il est devenu difficile de développer ou de tisser des relations dans un climat en turbulence permanent. Dans cette optique, même les liens familiaux et amicaux sont coupés car les CFL chargés de la surveillance de la NAP sont contraint de se dresser contre leur famille, amie et voisine qui ne font qu'à leur tête. C'est là encore une des méfaits de l'argent qui a été prévenu par les ancêtres. Après tout, actuellement l'argent se présente comme source de tout conflit car il semble avoir pris le dessus sur le *fihavanana*.

VI - Recommandation pour la pérennisation de la NAP Lac Alaotra

Devant tous ces faits énumérés et surtout devant ce menace de clivage social qui remet en cause l'unité et la solidarité de la population, nous recommandons de :

- Multiplier les renforcements des capacités techniques des villageois membres de la structure de gestion. Nous pensons que c'est une erreur de les qualifier de techniquement

incompétents. En effet, il faut reconnaître que si les ressources naturelles continuent d'exister depuis des siècles, c'est parce la gestion traditionnelle y est pour quelques choses ;

-
- Equilibrer le nombre des représentants de la population locale et celui des services techniques déconcentrés ainsi que celui des Autorités administratives de l'Etat au sein de la structure de gestion. En effet, si les représentants de la population locale est en minorité, ils n'auront pas de chance de discuter sur un même pied d'égalité avec les autres membres. Surtout que dans la culture malgache, on doit du respect aux *ray aman-dreny* qui sont ici les Autorités administratives ;
- Activer la mise en œuvre des sous projets de PSSE. Autrement, même les villageois qui sont pour la création de la NAP risquent de rejoindre les camps des hostiles ;
- Développer les infrastructures dans la Région. Une des premières retombées d'une Aire protégée est l'écotourisme mais si on n'améliore pas l'état des routes et des pistes rurales, l'écotourisme risque d'être un vain mot pour la NAP Lac Alaotra. D'autre part, il est étonnant que réputé être le premier grenier à riz de Madagascar, les gouvernements qui se sont succédés n'ont pas fait de la réhabilitation de la Route Nationale menant dans la Région ainsi que les pistes reliant entre eux les Districts de la Région, leur priorité ;
- Appuyer ou promouvoir d'autres activités génératrices de revenus ainsi que des mesures d'accompagnement aux individus non bénéficiaires des sous projets PSSE. Autrement, il y aura une paupérisation d'une partie de la population qui risque d'encourager l'exploitation illicite et clandestine des ressources naturelles de la NAP. Cette paupérisation pourrait également encourager le vol et autres délits qui sont autant de facteurs d'insécurité ;
- Rehausser la dignité et l'importance des Autorités traditionnelles. Même si elles commencent à perdre de leur ascendance, les Autorités traditionnelles ont toujours une influence. Leur participation dans la gestion de la NAP est importante car l'aspect culturel garde toujours une place primordiale chez le Malgache en général et chez le villageois en particulier.

Une Aire protégée est censée être un facteur de développement car elle apporte divers changements qui sont susceptibles d'améliorer l'existant, surtout sur les aspects environnemental, social et économique. Mais d'un autre côté, elle amène avec elle des mesures restrictives qui peuvent léser les communautés. Ainsi par exemple, les pêcheurs n'ont plus la liberté d'aller prélever des poissons là où ils veulent, les agriculteurs n'ont plus le droit de faire de la culture sur brûlis, les artisans ne peuvent plus prélever toute la quantité de matières premières dont ils ont besoin, les éleveurs sont contraints de veiller sur leurs bœufs pour que ces derniers ne pâturent plus dans les zones qui ne leurs sont plus accessibles. Il y a également d'autres contraintes comme par exemple la présence de techniciens pour la gestion de l'aire protégée.

En d'autres termes, l'aire protégée a ses avantages mais aussi ses inconvénients. La question qui se pose est de savoir si la conservation et le développement peuvent avancer ensemble. En effet, dans l'exemple de la NAP Lac Alaotra, les mesures de conservation ont été prises dès le début du processus de création. Par contre les mesures de développement tardent trop si bien que pour le moment, on assiste à un appauvrissement des villageois qui ont de plus en plus du mal à vivre. Certains n'ont plus de champs de culture, d'autres ne peuvent plus continuer leur activité de pêche, faute d'équipements répondant aux normes. Pourtant, même si ces villageois ont adhéré à l'Aire protégée, mise à part leur prise de conscience qu'il faut conserver la biodiversité, c'est aussi parce qu'il leur a été promis diverses mesures de compensation et un développement de leurs localités.

CONCLUSION GENERAL

Un constat qui à notre avis fait l'unanimité de tous les acteurs est la nécessaire conservation de la biodiversité, surtout que pour Madagascar c'est une méga biodiversité. Beaucoup de nos espèces floristiques et faunistiques sont endémiques. Notre méga biodiversité risque de faire partie de l'histoire si des mesures de conservation ne sont pas prises pour assurer sa viabilité. L'aire protégée fait partie de ces mesures, d'autant plus que par le biais de son gouvernement, que ce soit lors du congrès des parcs mondiaux à Durban en 2003 ou à Sydney en 2014, c'est tout le pays entier qui s'est engagé. Il faut reconnaître également que si le monde entier connaît Madagascar est que c'est surtout à cause de sa biodiversité.

Cependant, la création d'une Aire protégée n'est pas sans inconvénient, elle a ses impacts négatifs. Non seulement elle entraîne une nouvelle répartition de l'espace à travers sa mise en place et son zonage, mais aussi elle entraîne un bouleversement dans la vie de la population locale par ce même zonage et les règles de gestion ainsi que par la structure de gestion de la NAP. Tous ces bouleversements touchent le culturel, le social, l'économie, l'environnement et même la vie du ménage.

Particulièrement pour la population du Lac Alaotra, la majorité de sa population a adhéré à la création de la NAP. En fait, comme nous l'avons vu, cette même population attend de la NAP des impacts positifs, tels par exemple le développement de l'écotourisme qui est la première retombée d'une Aire protégée. La population espère que le développement de l'écotourisme passe par la réhabilitation des routes et par la création de diverses infrastructures comme par exemple les hôtels, les restaurants qui sont des créateurs d'emplois. Il y a également les mesures de compensation. La population locale croit que les pertes qu'elle va subir par les restrictions d'accès seront compensés. D'ailleurs un Plan de sauvegarde social et environnemental (PSSE) a été établi dans ce sens avec divers sous projets.

Malheureusement, nous avons constaté des mesures à deux vitesses. Si les mesures de conservation ont été mises en œuvre rapidement, rien de concret n'a été réalisé sur les mesures de compensation et autres mesures d'accompagnement. Ces mesures à deux vitesses risquent de conduire à un clivage social et voire même à une dégradation du cadre de vie général de la population. C'est pour cela que nous avons préconisé quelques recommandations qui ont pour but d'améliorer la gestion de l'Aire protégée mais surtout d'amener la population locale à s'approprier de la NAP. Car sans l'appropriation de la NAP

par la population locale qui est pensons, nous l'acteur principal dans la conservation de la biodiversité, la viabilité de cette biodiversité resterait menacée.

Néanmoins, nous reconnaissons que ce serait trop prématuré de répondre catégoriquement si l'aire protégée est source de développement ou si au contraire elle est source de dégradation du cadre de vie des communautés. En effet, si les impacts d'une aire protégée sur la biodiversité est mesurable en quelques années, il en est autrement sur ses impacts par rapport à la vie des communautés. Ces impacts ne peuvent vraiment s'apprécier en quelques mois voire quelques années. Il faudrait attendre de longues années pour être fixé si finalement elle a amélioré le cadre de vie des communautés ou si elle appauvrit les communautés.

BIBLIOGRAPHIE

➤ Ouvrage spécifique :

- 1) BIDEV « ELABORATION DU PLAN DE GESTION DU SITE RAMSAR D'ALAOIRA » 2005
- 2) Chantal Blanc-Pamard et Hervé Rakoto Ramiarantsoa « Madagascar : les enjeux environnementaux » Version PDF
- 3) C.MITSINJO Document officiel du plan d'aménagement et de gestion de la NAP Lac Alaotra Mai 2015
- 4) Durrell Wildlife Conservation Trust Madagascar « Délimitation des Zones de Frai dans le lac Alaotra » Janvier 2005
- 5) RAMISAMIHANTANIRINA « Regard sur la Biodiversité et L'écosystème Malgache » version PDF
- 6) Manuel SAPM de procédure - version définitive version World
- 7) RANDRIANARISOA Rojohanitra Mémoire de maîtrise de sur « la mise en place des structures de conservations de l'Ecosystème du Lac Alaotra dans la commune rurale d'Ambohitsilaozana région d'Alaotra mangoro »
- 8) « Système d'Aires protégées de Madagascar orientations générale sur les catégories et les types de gouvernance des Aires protégées » Novembre 2006 version PDF

➤ Ouvrage généraux :

- 9) BALANDIER George (1971) Extrait de sens et puissance, PUF
- 10) Coquery-Vidrovitch (C.), Les paysans africains : permanences et mutations, Société paysannes du tiers-monde, p 25 textes réunis par Catherine Coquery-Vidrovitch, 1981 Presses universitaires de Lille 3, 271 pp
- 11) Melville J.Herskovits (1950) « les bases de l'Anthropologie culturelle » Paris : François Maspero Éditeur 1967, 331 pages. Collection : Petite collection Maspero, no 106. version électronique Word
- 12) Philippe Deude « Analyse économique et historique des sociétés contemporaine » 2008 Pearson éducation France version PDF
- 13) Suzanne CHAZAN « Anthropologie politique d'une décolonisation » Format PDF
- 14) -1 Fichter (Joseph-H.) (1957), "Le changement" LA SOCIOLOGIE. NOTIONS DE BASE. Chapitre XV (pages 207 à 218). Traduit de l'Anglais. Paris: Éditions universitaires, 1965, 264 pages.
- 15) -Jean-Pierre Olivier de Sardan « Anthropologie et développement Essai en Socio-Anthropologie du développement Social » Marseil : APAD ; Paris, Karthala, Editeur, 1995, 221p Collection Homme et société
- 16) K.MARX « Donnée sur l'idéologie » de version PDF

II

- 17) Lavery and E.J Sterling adaptée aux contexte Malagasy par Tiana Rahagalala, Harison Rabarison, Fidèle Raharimalala, Eulalie Ranaivoson, et Emilienne Razafimahatratra « Pourquoi la biodiversité est-elle importante ? »
- 18) -- N. Bynum, G Cullman, GP Gibbs, M.F Lavery, A.L Porzecansky et Ej Sterling « Qu'est ce que la Biodiversité ? » Version World
- 19) - « Recueil des textes sur la relation entre l'arbre et l'homme » quatrième édition année 2006
- 20) Thomas Bierschenk « Anthropologie et développement historiciser et localiser les approches » 2008

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PARTIE I : REALITE LOCALE ET CADRAGE THEORIQUE	
CHAPITRE I : Présentation d'Ambohitsilaozana.....	6
I- LE MILIEU PHYSIQUE	7
II-L'ASPECT HUMAIN :	12
CHAPITRE II : Conception locale a travers l'approche culturaliste et la sociologie dynamique	17
I- Le culturalisme à travers les activités quotidiennes de la population de la NAP	17
II-Approche de la sociologie dynamique à travers la population de la NAP :	18
Problématique	20
-Hypothèses :	20
-Méthodologie :	20
Méthode appliquée :	20
III. Historique, définition, rôle et caractéristique des aires protégées à Madagascar	21
IV Rôles et caractéristique et objectif des aires protégées.....	26
V- Définition et Concept de Développement et Environnement dans divers sphère des champs social.....	28
VI- Relation entre l'homme et sa biodiversité	31
PARTIE II : La conception local sur la mise en place des Aires protégé	
CHAPITRE III: Lac comme principale source de revenu des communautés locales.....	37
I- Les conséquences de celle-ci sur la vie socioculturel et économique.....	39
II- L' Aire protégée, une Arme a double tranchante (En même temps, améliore et déprécie la vie des collectivités).....	41
CHAPITRE IV : Dissension entre les individus conservateurs et innovateurs	45
I- Une divergence d'opinion fondée sur les valeurs	45
II- Conflit entre pouvoir traditionnel fictif et Circonscription	49
PARTIE III : discussion SUR LES AIRES PROTEGEES SUR LES AIRES PROTEGEES	
CHAPITRE V: Aires protege et developpement local.....	55
I- Une participation locale déterminante	55
II- Une ambiguïté fonctionnelle locale pesant sur la stabilité sociale et environnementale	56
III-Des mesures d'accompagnement mal organisée.....	57

IV

IV- Aire protégée et développement local: une dynamique à deux vitesses	58
CHAPITRE VI : De la gestion traditionnelle a une gestion moderne.....	60
I- Vers une gestion technicienne des ressources naturelle.....	60
II- Commentaire sur la structure de gestion.....	62
III- Des restrictions d'accès non soutenu par certains	62
IV- Recommandation pour la pérennisation de la NAP Lac Alaotra pour Des renforcements des capacités déterminantes	64
V- Un clivage social menaçant à travers la divergence des opinions locales	66
VI - Recommandation pour la pérennisation de la NAP Lac Alaotra	66
CONCLUSION GENERALE.....	69
BIBLIOGRAPHIE.....	I
TABLE DES MATIERES	III

ANNEXES

I

Questionnaire

REGION :

COMMUNE :

FOKONTANY :

VILLAGE :

I- CONCERNANT L'ENQUETE (Mikasika ny adihadiana) :

1) Caractéristique du ménage enquêté :

1. N° de l'enquêté : Sexe : Age :
2. Lieu d'origine : date d'arrivée dans le Fokontany
3. Taille du ménage :
4. Nombre d'enfant : ((isa ny ankizy) Fille (vavy): (Garçon lahy) :
Nombre d'enfant scolarisé (isa ny zaza mianatra) :

2)-Religion : (finona)

- Catholique -Protestant -Musulman -Religions traditionnel -autres nouveau religion

3) Niveau d'instruction (fary pahaizana) :

-Primaire -Collège -Lycée -Universitaire

4) Activité de la famille (inona no asa)

-Activité agricole -Elevage -Pêche - Epiciers - Fonctionnaires
-artisanal -Autres

II- CONCERNANT LE NAP (Mikasika ny faritra arovana vaovao)

5) est-ce que vous êtes dépendant de l'air protéger? (Miankina amin'ny faritr arovana ve ny fiainanao ?)Si oui, comment ? (Raha eny amin'ny lafiny inona ?)

-oui (eny) :.....

-non (tsia) -neutre (Eo afovoany)

6) Pensez-vous que la mise en place de la NAP Lac Alaotra va changer votre mode de vie?

(Araky ny hevitrao, mety ho hisy fiantraikany amin'ny fiainanao ve ny fametrahana ny faritra arovanana vaovao Lac Alaotra ?)Pourquoi? (Inona no antony ?)

-Oui (Eny).....

-non (Tsia).....

-neutre (Eo afovoany).....

7) Que pensez vous des techniques modernes de production dans le cadre des projets AGR de compensation des pertes relatif à la mise en place de la NAP par rapport aux techniques traditionnelles? (Aona ny fahitanao ireo teknika moderina ampiasaina amin'ireo tetikasa velotena ho fanonerana ny faty antoka nateraky ny fametrahana ny faritra arovana vaovao Lac Alaotra) ? Pourquoi ? (Inona no antony ?)

- Sur le rendement :

-Plus productif (Mamokatra kokoa) :.....

-Assez productif : (Mamokatra ihany) :.....

-peu productif : (Tsy dia mamokatra) :.....

- Sur le coût et la rentabilité :

-Trop couteux mais rentable (Lafo loatra fa azahoana tombony) :

-Trop couteux et non rentable (Lafo loatra nefa tsy mamokatra) :

-Même coût et rentable (Mitovy ny vidiny nefa azahoana tombony)

-Même coût et non rentable : (Mitovy ny vidiny nefa tsy azahoana tombony)

-Peu coûteux et plus rentable (Mora nefa mamokatra kokoa)

-Peu coûteux et non rentable : (Mora nefa tsy mamamokatra)

8) Pensez vous que la mise en place de la NAP Lac Alotra est une nécessité ? (Araky ny hevitrao tena ialina ve ny fametrahana ny farihin'ny Alaotra ho faritra arovana vaovao ?)Pourquoi ? (Inona no antony ?)

-oui (Eny) :.....

-Non (Tsia).....

-Aucune réponse (Tsy misy valiny).....

VII

9) Pensez vous que les AGR que vous avez demandez peuvent combler vos pertes occasionnées par la mise en place de la NAP ? (Araky ny hevitra mahasolo ireo faty antoka nateraky ny fametrahana ny faritra arovana vaovao ve ireo tetikasam-pivlomana nangatahinao ?)

-Oui (Eny)

-Non (Tsia)

-Aucune réponse (Tsy misy valiny)

10) comment voyez vous la relation entre Autorités traditionnelles et les Autorités administratives? (Ahoana ny fijerinao ny fifandraisana eo amin'ny Tangalaména sy ireo mpitondra aram-panjakana ?)

-Très bonne (Tena tsara)

-Assez bonne (Tsara ihany)

-Bonne (Tsara)

-Mauvaise (Ratsy)

11) A qui la population se fie t-elle le plus ? Au Tangalaména ou au chef fokontany?(iza no atokisan'ny mponina kokoa ny Tangalamena sa ny sefo fokontany))

-Chef Fokontany

-Tangalaména

-Aucune idée (Tsy mahafantatra)

12) Est-ce que les traditions et les fady sont encore respectées? (Mbola voahaja ve ireo fombandrazana sy ireo fady?)

-Très respectées (Tena voahaja)

-Assez respectées (Voahaja ihany)

-moyennement respecté (eo eo iany)

-peu respecter (tsy dia voahaja)

-Plus respecté (tsy voahaja intsony)

13) Où vont les gens quand ils sont malades? (Aiza no alehan'ny olona rehefa itsabo tena?)

-Hôpitaux (hopitaly)

-Guérisseur traditionnel (Omby asy)

-A l'église (fiangonana)

-Autres (hafa)

14) Quelles sont vos suggestions pour l'intégrité de la NAP Lac Alaotra et de ses ressources naturelles ? Inona ny sosokevitrao mba itandrovana ny Lac Alaotra sy ireo arena natoraly ao aminy ?)

.....
.....

VIII

15) Quelles démarches conseillez-vous pour l'appropriation des nouvelles techniques par la population. (Araky ny hevitrao, inona no dingana tokony ho arahina mba andraisanireo mponina sy ampiasan'izy ireo ny tekinka vaovao ?)

.....
.....

16) Autres remarques (Fanamariana samihafa)

.....
.....

Nom : RAMASINORO

Prénom : Tsiory Michel Eric

Né le 04 mars 1992

Adresse : Lot VA 53 Ampamaho Andafiavaratra (Haute ville)

Rubrique épistémologique : Sociologie de l'environnement

Nombre de page : 69

Nombre de figure : 5

Nombre de tableau : 15

Nombre de photos : 02

RESUME

La mise en place des Aires protégées améliore-t-elle la vie socio-économique de la population locale ou au contraire l'appauvrit-elle ? A priori, toute laisse à penser que la création d'une Aire protégée dans l'Alaotra Mangoro est un tremplin pour son développement. L'écotourisme, la première retombée d'une aire protégée va être développée avec ses infrastructures et sa création de divers emplois (guidage, restauration, hôtellerie, artisanat, etc...). En outre, le Plan de sauvegarde sociale et environnementale de la Nouvelle Aire Protégée ou NAP, promet des compensations aux populations riveraines. Des compensations qui peuvent même améliorer leur niveau de vie si elles savent gérer les dotations dont elles vont bénéficier. Malheureusement, aujourd'hui, quelques mois après le Décret définitif de classement de la NAP, aucune mesure de sauvegarde sociale n'a été réalisée. Il semble même que dans la gestion de cette NAP, les populations locales ont été écartées car les vrais décideurs sont l'administration et le promoteur de la NAP.

Mots clés : modernité, tradition ; communauté locale, conservation, développement local, biodiversité

Encadreur : Mr RAKOTOARISON Paul Ghislain